

LE DRÔLE DE DILEMME DU SALVADOR

VOTER POUR QUELLE DROITE?

pages 2 à 7

AIRBUS CONTRE BOEING: LA GUERRE

pages 10 et 11



Classique

Pourquoi un dossier sur le Salvador, petit pays de quatre millions d'habitants greffé sur la languette de terre qui unit les Amériques?

Edith Coron, qui écrit le reportage principal en pages 2, 3 et 4, nous suggère une raison: le Salvador constitue un cas classique de la problématique touchant une bonne partie des pays d'Amérique latine.

Problèmes de pauvreté liés à une inégalité incroyable du partage de la richesse; démocratie moribonde, terre propice à la rébellion; finalement, affrontements armés soutenus par les deux grands.

En quatre ans, plus de 40000 morts. D'un côté, une guérilla bien organisée, appuyée par l'Est, qui contrôle une partie du pays. De l'autre, une armée soutenue à bout de bras par Washington. Entre la cour et le jardin, des Escadrons de la mort qui frappent aveuglément. C'est le décor dans lequel se déroulent, demain dimanche, les élections présidentielles.

Des élections voulues par l'administration Reagan comme recette-miracle pour relancer le pays sur la voie de la démocratie, note Coron. Pour louable que paraisse l'intention, elle n'arrive pas à faire oublier certaines données qui faussent ce scrutin: la gauche y est absente, laissant trois gros noms de la droite en lice, Jose Guerrero, Napoleon Duarte et l'inquiétant Roberto d'Aubuisson. De plus, voici un pays aux moeurs électorales très spéciales et rien ne permet de croire que le scrutin de demain sera plus propre que les précédents.

À tout événement, le Canada aura le loisir de vérifier tout ça puisque Ottawa a dépêché des observateurs sur place. Au risque, note André Pratte en page 5, de se faire accuser de collusion avec les Américains dans le dossier.

D'autres observateurs suivront de près les opérations et pas nécessairement de façon passive: les guérilleros. Une infirmière montréalaise, Lorraine Guay, a vécu six mois dans des villages sous leur contrôle. Elle partage les objectifs politiques du mouvement. PLUS publie son témoignage en pages 6 et 7.

En France entre-temps, le débat sur l'avenir de l'école « libre » suit son cours. Jean-François Li-sée en rend compte en page 9.

Plus près de nous, les téléspectateurs ont été assaillis depuis quelques semaines de publicité contradictoire massive venue des producteurs de beurre et de margarine. Philippe Amiguet, en page 8, essaie de démêler l'écheveau.

La Rédaction

L'EMPIRE DES SENS

Serge Grenier



BOUTIQUE

Le mâle de mer

Vous êtes yachtman? Et vous ne manquerez pas pour une terre le grand rendez-vous nautique de Québec 84? Ils ont chez *Binnacle*, rue Peel, de bien jolis accessoires pour votre pont et le fin du fin en matière de vêtements pour aller sur l'eau. À des prix à vous jeter par-dessus bord. Ou alors, pas marin pour deux sous, vous gardez un pénible souvenir du traversier Sorel-Berthier et vous confondez roulis et tangage, les deux vous rendant également malade? Vous n'allez quand même pas rater l'arrivée des grands voiliers! Vous n'allez quand même pas passer l'été à faire du pédalo sur la rivière Massawippi! Un quai de Québec, ça vous changerait d'un quai de métro. Pour l'occasion, rehaussez votre look vieux loup de mer d'un pantalon de toile blanc et d'une casquette de skipper. Le menton frais rasé embaumant l'Aqua Velva, jumelle en bandoulière, vous terez chavirer les coeurs sur les bords du grand fleuve.

À LA RADIO

Jacques qui rit

Qui ne connaît pas le grand rire qui fait peur aux enfants, celui de Jacques Languirand? Il éclate sporadiquement le dimanche soir, à CBF. À l'heure où les passions du week-end s'estompent, le gourou national pratique la gymnastique de l'esprit comme d'autres, de la conditionnement physique. L'immense avantage de son émission, y compris pour ceux qui ne s'y retrouvent pas toujours dans ses grands palabres: ses choix musicaux. Certainement les plus inusités — et les plus intéressants — de toute la bande AM. L'idéal pour préparer des lundis matins qui chantent.

NOURRITURE

Ah! le caviar

Dans la série «C'était le bon temps», une chronique intitulée «Mais où sont les caviars d'antan?» L'OPEC, l'organisation des pays exportateurs de ca-

viar, ne compte plus qu'un seul membre — l'URSS — depuis que l'Iran a déclaré forfait. Le caviar de la mer Caspienne n'a pas de prix. Ou plutôt, il en a un, exorbitant, scandaleux. Au temps béni du shah, la politique de grandeur d'icelui faisait que de nombreuses villes du monde, Montréal comprise, comptaient une Maison de l'Iran où l'on vendait, outre un artisanat sans grand intérêt, du caviar frais à des prix défiant toute compétition. À 4 \$ l'once, livré chaque jour par avion depuis Téhéran, c'était la belle aubaine. Vint la révolution. Un tyran chassant l'autre, les mollahs sabrèrent aussi bien dans leurs adversaires que dans les dépenses somptuaires de Pahlavi. Fermées les maisons de l'Iran! Fini l'or gris! L'ayatollah a mis le holà à ces extravagances. Les esturgeons femelles ne portent peut-être pas le chador, mais c'est tout comme. Vous en voulez du caviar de la Caspienne, chiens d'Occidentaux, eh bien, crachez! Questions: qu'est-ce qui garde en vie le leader de la révolution islamique? Qu'est-ce qui garnit aujourd'hui les croissants du Vieux Fou? Le caviar, voyons!

VOYAGE

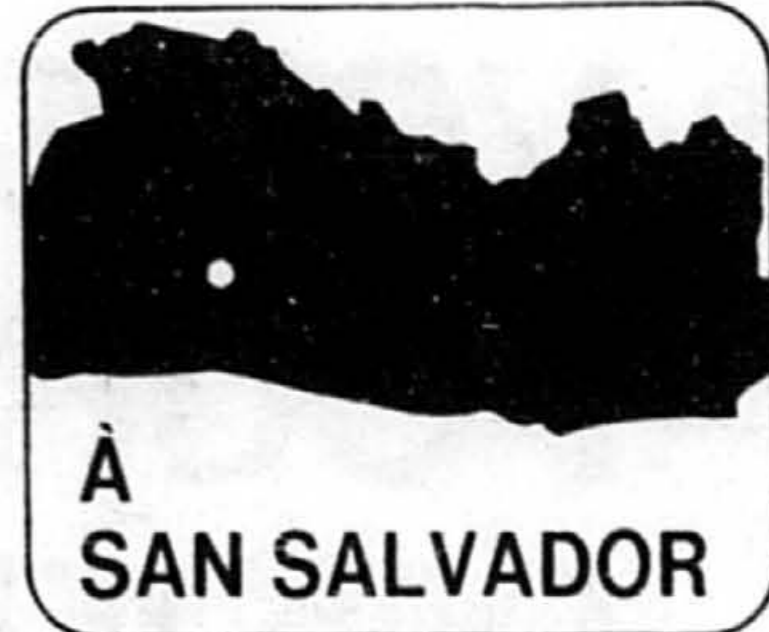
Atlantic City

Étrange ville qui ne vit que par et pour les casinos. Neuf en tout. Avant de partir, relire *Le Joueur* de Dostoïevski et, pour-quoi pas, un traité sur le black jack. Garnir ses poches de billets verts et, pour les impondérables, d'une carte de crédit. Ne pas s'attendre à rentrer à Montréal plus riche qu'au départ. Ne pas songer un instant à fréquenter d'autres lieux que les casinos. Car Atlantic City, ville sinistre s'il en est une, n'a rien d'autre à offrir que des casinos. Parce que la mer qui se répand en interminables vagues sur la plage, quand on l'a vue, on l'a vue. Du Tropicana au Golden Nugget, ce ne sont que tintamarre de machines à sous, appât du gain se lisant sur visages ridés, mains fébriles ruisselantes de bijoux, torses velus à poils plaqués or, mines défaites. À l'occasion, le visage illuminé d'un heureux gagnant. Aux petites heures du matin, des joueurs déambulent pensivement sur le Boardwalk et prennent une bouffée d'air iodé avant de rentrer à leur motel compter leurs pertes. □

SALVADOR Des élections comme recette miracle



Edith Coron



À
SAN SALVADOR

Trois colombes blanches prennent un envol hésitant, apeurées par la foule, étourdies par le bruit, elles battent de petits coups d'aile. Quand elles disparaissent enfin aux yeux des spectateurs, ceux-ci applaudissent et agitent de petits drapeaux qui sont, selon les jours et les lieux, bleus et blancs, ou verts, ou bleus-blancs-rouges, les couleurs des trois partis politiques les plus importants engagés dans la course à la présidence du Salvador.

Dans un pays en guerre depuis plus de quatre ans, le symbolisme de la colombe est explicite mais pour beaucoup de Salvadoriens, l'envol des colombes et plus simplement l'élection de demain ne sont que vœux pieux.

Quel que soit le résultat de ces élections, on peut en effet s'interroger sur leur valeur pacificatrice. Elles apparaissent d'abord comme une étape dans une autre guerre, politique celle-ci, menée tambour battant par les États-Unis.

La révolution sandiniste au Nicaragua en 1979 a créé un précédent; l'administration américaine a défini depuis lors la guerre civile du Salvador en termes de conflit Est-Ouest, elle a ressorti du fond de ses tiroirs la vieille «théorie des dominos» selon laquelle un phénomène de réactions en chaîne peut s'enclencher qui ferait passer les pays d'Amérique centrale les uns après les autres sous l'influence soviéto-cubaine.

Sous le parapluie américain

Le président Reagan a déclaré à plusieurs reprises: «Durant mon mandat, aucun de ces petits pays ne tombera aux mains des commu-

nistes.» De fait, depuis son accession à la Maison-Blanche, l'aide économique et militaire américaine au Salvador a fait un bond spectaculaire (l'aide militaire était de six millions de dollars en 1980, elle pourrait être de 93 millions en 1984).

Cependant, en raison des réticences du Congrès américain, cette aide s'est accompagnée de conditions, parmi lesquelles la mise en place «d'un processus de démocratisation du Salvador». Les élections présidentielles de demain en seraient une étape essentielle, la première ayant été l'élection en 1982 d'une assemblée constituante.

La solution américaine paraît séduisante, la mise en place d'un gouvernement légitime, dûment élu par le peuple salvadorien, devrait permettre en théorie d'endiguer la crise que vit le pays. Cependant, il faut apporter des restrictions à cette recette miracle américaine. Tout d'abord, le concept de démocratie semble bien flou pour l'ensemble de la population salvadorienne.

Interrogés sur sa définition, la plupart des électeurs potentiels se montrent hésitants. Une paysanne déclare: «La démocratie, c'est ce que le gouvernement nous dit de faire.» D'autres, simplement, ne savent pas de quoi il s'agit, alors qu'une femme qui vit depuis trois ans dans un camp de réfugiés décrit la démocratie dont elle rêve: «C'est pouvoir donner nourriture et éducation à ses enfants, mais la démocratie qu'ils nous promettent, c'est un bain de sang, le bombardement des villages et le massacre des civils sans défense.»

Tradition de fraude

D'autre part, en raison d'une

tradition bien ancrée de fraude électorale, la crédibilité des élections est généralement controversée. L'exemple le plus célèbre fut certainement celui des élections présidentielles de 1972. Le chrétien-démocrate Napoleon Duarte était arrivé sans conteste à la tête des résultats mais il fut supplanté par la candidat du Parti de conciliation nationale, au pouvoir depuis plus de dix ans auquel 100 000 voix étaient arbitrairement rajoutées, l'opération étant ultérieurement légalisée par un vote de l'Assemblée législative de l'époque.

Selon des observateurs politiques salvadoriens, lors des élections de 1982, bien qu'elles aient été présentées par les États-Unis comme un modèle de légalité, 20 à 30 p. cent des votes étaient frauduleux.

La troisième restriction qui est certainement la plus importante est liée à la polarisation du champ politique salvadorien. Huit partis politiques présentent des candidats aux élections présidentielles. Cependant, si on définit leur position sur l'éventail politique traditionnel, on constate que trois se situent à l'extrême-droite, deux s'apparentent à la droite conservatrice, deux représentent le centre modéré. Enfin, deux petits partis créés à l'occasion de ces élections, malgré un programme politique mal défini, se classent du côté droit de l'éventail politique.

La guérilla

En face, la gauche armée salvadorienne qui n'a bien sûr pas de représentation politique légale, compte en ses rangs des marxistes-léninistes bon teint aussi bien que des chrétiens démocrates dé-



Jose Guerrero



Napoleon Duarte



Roberto d'Aubuisson

çus. La guérilla a indiqué depuis fort longtemps son refus de participer à ce qu'elle qualifie «de farce électorale», estimant qu'aucune garantie ne lui était offerte, pas plus dans le domaine politique qu'en ce qui concerne la sécurité de ses candidats.

Cirilo, un des commandants de la Brazh, unité d'élite de l'ERP (l'Armée révolutionnaire du peuple), un des cinq groupes constituant le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), exprime avec emphase le sentiment de la guérilla à l'égard des élections: «On ne peut demander à celui qui gagne la guerre de déposer les armes afin d'aller aux urnes pour élire un gouvernement dans lequel il ne sera pas représenté.»

Cette affirmation, contestable sur le plan militaire, sonne juste en termes politiques. Aucun des huit candidats n'a en effet inscrit sur la liste de ses priorités de gouvernement, si ce n'est des négociations en bonne et due forme, tout au moins l'ouverture d'un dialogue avec la guérilla.

Un cas classique

Le Salvador est un exemple classique, à valeur d'archétype, de l'histoire de la plupart des pays d'Amérique du Sud. Avant 1980, deux p. cent des Salvadoriens gagnaient la moitié du revenu national, contrôlaient les banques et possédaient 60 p. cent des terres cultivables, avec des cas aussi caricaturaux que celui de six familles qui étaient propriétaires de plus de terres que les 130000 paysans réunis.

L'inégalité criante de la structure sociale et économique du pays était rendue encore plus aiguë par la densité de la population: cinq millions d'habitants pour 20000 km carrés avec un taux de croissance de la population de trois p. cent par an.

La crise économique internationale ne fait qu'accroître les tensions inhérentes à la société salvadorienne. Au cours des années 1970, des mouvements populaires ont commencé à s'organiser. En 1979, l'aile modérée de l'armée, appuyée par les chrétiens-démocrates et une partie de la gauche

salvadorienne, renversait par un coup d'État un pouvoir alors entre les mains du PCN (Parti de conciliation nationale), usé par des décennies de collusion entre les militaires et l'oligarchie locale.

Cette première junte de gouvernement dut rapidement faire face à des divergences politiques importantes. Certains de ses membres démissionnèrent, comme Cuillermo Ungo, un des dirigeants actuels du FDR (Front démocratique révolutionnaire), la branche politique de la guérilla.

Une seconde junte de gouvernement dirigée par les chrétiens-démocrates tenta alors de mettre en place les prémisses d'une réforme agraire et d'une réorganisation des systèmes bancaires et du commerce extérieur. La junte avait compris que pour enlever à la guérilla une de ses raisons d'exister, il fallait réduire les inégalités.

Jose Napoleon Duarte devint président de la junte en décembre 1980. C'est en janvier 1981, encouragé par la récente victoire sandiniste, que la guérilla lança ce qu'elle avait alors baptisé son «offensive finale». L'échec, surtout politique, fut cuisant. Il lui fallut de nombreux mois pour s'en remettre.

L'élection de 82

Sous la pression américaine, dans un climat de violence extrême, une assemblée constituante est élue en mars 1982. La guérilla qui s'était réorganisée et avait élargi son implantation avait alors tenté de saboter les élections. La démocratie chrétienne arrive en tête avec 40 p. cent des voix.

Cependant, par le jeu des coalitions, l'extrême-droite arrive à prendre le contrôle de cette assemblée. Le grand vainqueur est en fait ARENA (Alliance républicaine nationaliste), parti créé six mois avant le scrutin dont le leader Roberto d'Aubuisson accède à la présidence de l'Assemblée constituante.

Après des mois de débats houleux, de renvois, de suspensions de séance, l'extrême-droite impose son diktat, c'est-à-dire parvient à limiter l'effet des réformes envisagées en 1980. La constitution

est finalement adoptée en décembre 1983. Elle est considérée par les observateurs politiques comme l'une des plus conservatrices que le pays ait connues.

L'Assemblée constituante devient législative et, début janvier 84, le coup d'envoi d'une nouvelle campagne électorale est donné. Le Salvador va élire demain son président de la république. Sur les huit candidats inscrits, trois sont à retenir, les cinq autres n'ont, d'une part, aucune chance de gagner les élections, d'autre part leur parti, dissident pour la plupart des trois grands partis, ne présente pas de ligne politique spécifique.

Les candidats

Par ordre d'ancienneté dans l'exercice du pouvoir, on trouve d'abord Francisco Jose Guerrero, dit «Chachi», 59 ans, candidat du Parti de conciliation nationale. Associé à la corruption et aux fraudes électorales, le PCN a mauvaise réputation. Il représente pour de nombreux Salvadoriens le bras politique d'une armée qui a été toute puissante pendant plus de 50 ans.

«Chachi», qui arbore toujours un large sourire sur son triple menton, a cependant bien du mal à changer l'image de son parti. Il a été l'objet de la plaisanterie la plus éculée de la campagne électorale: «Comment dit-on voleur en chinois? — Chachi!» M. Guerrero est apparu pendant longtemps comme le candidat favori des États-Unis. Selon un observateur, il était le meilleur de leurs démons. Cependant une alliance électorale avortée avec les petits partis de la droite l'a relégué à un rôle de figurant.

Le PCN n'a pas réussi depuis 1979 à se donner une nouvelle assise politique. Il y a bien longtemps qu'il n'a plus la confiance du peuple salvadorien. Mais le PCN a aussi perdu ses appuis traditionnels: l'armée et l'entreprise privée. Le PCN se définit encore par son opposition à la démocratie chrétienne mais il n'a pas su se garder sur sa droite de l'ascension irrésistible d'ARENA et de son leader Roberto d'Aubuisson.

Le développement spectaculaire d'ARENA est certainement l'un des événements les plus importants de la récente histoire politique du Salvador. Aux élections de 1982, c'est-à-dire six mois à peine après sa formation, ARENA remportait près de 30 p. cent des voix. Deux ans plus tard, Roberto d'Aubuisson semble au seuil de la présidence du pays.

L'appui à d'Aubuisson

Lassés du PCN et de l'impasse politique dans lequel le parti avait conduit le pays, une grande partie des militaires, l'ensemble du secteur privé avec en tête les grands propriétaires des plantations de café et de canne à sucre ont reporté leur soutien sur ARENA. L'appui populaire inexistant ou presque à la création du parti s'est développé petit à petit. L'ironie du sort et de savantes manoeuvres politiques ont permis à ARENA de contrôler, après les élections de 1982, l'ISTA (l'Institut de la réforme agraire) ce qui lui a donné la possibilité d'établir de façon plus ou moins orthodoxe un contrôle sur la classe paysanne.

ARENA a d'autre part bénéficié du préjugé favorable dont jouissent souvent les formations politiques nouvelles, celui d'être un parti qui ne s'est pas encore sali à l'exercice du pouvoir.

Pour Roberto d'Aubuisson, «la force d'ARENA fut d'être issu de secteurs qui n'avaient pas participé à la vie politique; devant le danger de voir notre pays tomber aux mains des communistes, et en face du vide politique de l'époque, nous sommes sortis de notre apathie».

L'anticommunisme est à la base de l'idéologie d'ARENA. Répondant par un haussement d'épaules à l'énumération des raisons objectives — inégalités sociales, usure du pouvoir — qui sont à l'origine de la crise du Salvador, Roberto d'Aubuisson ne veut y voir qu'une «manifestation de l'expansionnisme soviétique dont le Salvador est une des étapes. Les Marxistes ont créé les conditions pour justifier leurs actions. Ils ont essayé de nous dire qu'ils venaient libérer le peuple salvadorien, mais au fond

ce qu'ils veulent, c'est le pouvoir par la violence pour imposer un État totalitaire».

ARENA motive ses militants et son électoral en promettant comme le dit son hymne que «le Salvador sera la tombe où les communistes tomberont».

Le nationalisme

Le nationalisme, deuxième pilier de l'idéologie d'ARENA, est un appel à la mobilisation de l'ensemble de la population sans distinction de classes ou d'intérêts économiques contre les menaces étrangères, tout d'abord contre le communisme.

Mais le nationalisme d'ARENA veut aussi tenir la dragée haute aux États-Unis, afin de reconstruire une identité nationale mise à mal par l'influence culturelle et les pressions politiques des «gringos» comme on appelle les Américains ici. Cette logique d'ARENA lui permet de définir son adversaire politique, la Démocratie-chrétienne, comme un allié objectif des communistes tout en bénéficiant de l'appui des États-Unis.

ARENA se présente en conséquence comme le seul et unique sauveur du pays. D'autres petits partis politiques d'extrême-droite se sont essayés au même jeu simplificateur; aucun n'a cependant réussi à s'imposer. Il leur a manqué une des composantes essentielles du succès d'ARENA, le charisme de son leader.

Roberto d'Aubuisson explique lui-même les raisons de son succès: «J'ai été le premier à dénoncer la menace communiste et à proposer une guerre politique sur le même terrain que les terroristes.» Roberto d'Aubuisson, 41 ans, des allures de playboy, a démisionné de l'armée en 1979 avec le grade de major. Cursus traditionnel à l'école militaire de San Salvador, diplômé d'état-major, il puisera une partie de ses idées en matière de «guerre politique» lors d'un stage d'un an à Taiwan en 1976. Entré en force sur la scène politique non seulement salvadorienne, mais aussi internationale, président de l'Assemblée constituante pendant deux ans,



d'Aubuisson veut cultiver son image de démocrate et de légaliste.

L'ancien ambassadeur des États-Unis au Salvador, Robert White, le désignait cependant comme «un tueur pathologique».

Roberto d'Aubuisson a été accusé à plusieurs reprises d'être impliqué dans l'assassinat de monseigneur Romero, archevêque de San Salvador, abattu par des tueurs anonymes en pleine messe en mars 1980. Des accusations lient d'autre part la structure de son parti à celle des Escadrons de la mort. Pour d'Aubuisson, les activités des Escadrons de la mort «si tant est qu'ils existent ne sont que l'expression d'une vengeance populaire légitime». Il se déclare respectueux des droits de l'homme, mais refuse de les étendre à la gauche: «Yo creo in los derechos humanos, pero no en los izquierdos humanos.»

Pour d'Aubuisson et ses supporters, que les attaques contre sa personne mettent en rage, l'objectif est d'abord de gagner la guerre par une stratégie tous azimuts: «Il faut remporter la guerre militaire, déclare-t-il, mais il faut aussi gagner la guerre politique qui se définit aux 360 degrés et pour ce faire, nous sommes engagés dans un combat psychologique et idéologique.» Cette théorie de la guerre totale exclut toute négociation avec la guérilla: «Dialoguer avec la guérilla serait la légaliser; c'est comme si un juge négociait avec un assassin».

Le scénario

Son scénario, fort simple, se décrit en quelques mots: nettoyer le pays de la gangrène qui le ronge; il ne restera alors au moment de la victoire que les vrais Salvadoriens, la reconstruction du pays pourra commencer.

Ce type de scénario de même que le personnage très contesté de d'Aubuisson gênent les États-Unis. Ils lui refusaient à deux reprises au cours de ces six derniers mois un visa.

D'Aubuisson, pragmatique, déclare cependant ne pas s'inquiéter de l'attitude américaine à son égard: «Les États-Unis savent qu'ils ne peuvent se permettre de perdre le Salvador. Je ne vois donc aucune raison pour que l'aide militaire et économique diminue si je suis élu.»

L'augmentation de la force d'ARENA depuis les élections de 1982 met sérieusement en question la victoire de la Démocratie-chrétienne. En fait, en cas d'un second tour, grâce à un jeu d'alliances avec les autres partis de droite, d'Aubuisson a toutes les chances d'accéder à la présidence.

Le camp Duarte

La Démocratie-chrétienne l'autre vainqueur potentiel de ces élections, cumule les handicaps, bien qu'à l'instar de son candidat, Jose Napoleon Duarte, elle bénéficie toujours d'un large soutien populaire. La Démocratie-chrétienne salvadorienne a raté le coche à plusieurs reprises.

Elle était abusivement évincée du pouvoir en 1972. Sa présence dans les juntes de 1979 et 1980, sa représentativité importante à

l'Assemblée constituante de 1982 jusqu'à présent, ne lui ont cependant jamais permis de mettre en place son programme de gouvernement pas plus que d'apporter de solutions à la crise du pays.

Selon un politicologue salvadorien: «En cas de victoire, la Démocratie chrétienne, qui ne bénéficie d'aucun soutien au sein de l'armée, devra faire face à une Assemblée législative contrôlée par l'extrême-droite qui, pour des raisons constitutionnelles, restera en place jusqu'en avril 1985. Elle devra d'autre part affronter un boycott de principe du secteur privé.»

Son programme politique qu'elle baptise «pacte social» s'appuie largement sur les syndicats de fonctionnaires et de paysans. Appel à tous les secteurs socio-économiques, il promet la satisfaction de leurs demandes et les incite à la conciliation. Cependant, le projet de la Démocratie-chrétienne semble terriblement utopique. La polarisation du débat politique enlève toute assise à un centre politique dont son candidat, Napoleon Duarte, se veut toujours le symbole.

Cinquante-huit ans, professeur de mathématiques à l'université de San Salvador, et à l'École militaire, Duarte fut élu pour trois mandats successifs maire de la capitale. Après s'être fait voler la présidence en 1972, il est contraint à un exil de huit ans; il avait été auparavant arrêté et torturé.

Sa main gauche amputée de trois doigts dont les mouvements appuient son éloquence lors des meetings électoraux, lui vaut encore le respect d'une grande partie de l'électorat. C'est cependant lorsqu'il était président de la junte de 1980 à 1982 que la répression la plus féroce s'est abattue sur le Salvador.

Duarte bien plus qu'une victime de l'extrême-droite apparaît de plus en plus comme son otage. Selon les observateurs politiques, en cas de victoire, «même s'il bénéficie de l'appui des États-Unis, Duarte sera condamné à se compromettre et à s'allier à l'extrême-droite». Son pacte social qui semble déjà mort-né aurait pu dans l'absolu être la seule voie vers une ouverture à long terme d'un dialogue avec la guérilla.

La stratégie de la gauche

Le FMLN-FDR, l'organisation unitaire des différents groupes de la guérilla salvadorienne, ne participera pas aux élections de demain, déclarant que celles-ci ne constituent pas une solution au conflit.

Le vrai problème, selon la guérilla, n'est pas l'instauration d'une démocratie voulue par Washington, mais la négociation des modalités du partage du pouvoir, négociation qu'elle définit comme un processus à long terme. À aucun moment, en effet, la guérilla n'a envisagé d'abandonner la voie du conflit armé. Elle s'est à l'inverse installée dans une tactique de guerre prolongée. Au cours de ces dernières années, elle a consolidé son avance militaire. La guérilla contrôle actuellement 25 p. cent du pays. Elle assure une présence militaire dans 10 des des 14 départements et une présence politique sur l'ensemble du territoire national. Ses forces sont évaluées par les conseillers militaires américains à 10 000 hommes.

La gauche armée salvadorienne

est parvenue depuis 1982 à réaliser une unité entre ses différentes composantes. Elle est encore bien loin cependant d'avoir atteint une harmonisation parfaite de ses positions politiques et de ses stratégies militaires. Une déclaration de principe rendue publique il y a plus d'un mois à Mexico indiquait la décision du FMLN-FDR de ne pas empêcher la tenue des élections par des actions de sabotage ou d'intimidation.

Cependant, une semaine avant le scrutin, l'ERP, l'armée révolutionnaire du peuple, et la FAL, les forces de l'armée de libération, se sont emparées de centaines de cartes d'identité dans l'est du pays. Leurs détenteurs ne pourront ainsi plus voter; la carte d'identité doit en effet être obligatoirement présentée dans les bureaux de vote, un tampon y était alors apposé. L'obligation de vote rend ce document indispensable; une carte sans tampon désigne immédiatement son propriétaire comme suspect aux yeux des forces de sécurité.

Alors que la plupart des électeurs devront se déplacer pour se rendre à leur lieu de vote désigné, Radio Venceremos, une des radios clandestines de la guérilla, a annoncé une interdiction de circuler sur l'ensemble du territoire pour la journée de dimanche.

Par sa déclaration de Mexico en forme de document en 21 points, la guérilla a présenté sa plate-forme de négociation. Elle a par ce biais répondu en termes politiques et non pas seulement militaires à un problème tout autant politique, celui du partage du pouvoir, développant ainsi une alternative, elle a réussi à affirmer sa présence dans des élections auxquelles elle ne participera pas. Elle est parvenue avec l'élaboration de ce protocole de négociation à isoler l'escalade militaire prônée par la classe politique salvadorienne et l'administration Reagan, en cherchant l'appui de groupes de contact tels que Contadora (Panama, Venezuela, Mexique et Costa Rica) et en lançant une grande offensive diplomatique.

Et la paix?

Devant les tactiques, les ruses déployées par les protagonistes dans cet imbroglio politico-militaire qu'est le Salvador, on cherche vainement où se cache la seule chose qui compte vraiment pour l'ensemble du peuple salvadorien: la paix.

Quarante-cinq mille personnes sont mortes au Salvador depuis le début du conflit. Ces élections ne sont en aucune manière une garantie que la liste des victimes va s'arrêter là et que le Salvador va connaître dans un futur proche un débat politique véritablement démocratique sans assassinats ni bombardements.

Pour monseigneur Urioste, vicaire général de San Salvador, «les élections comme signe de la démocratie, c'est comme s'asseoir devant votre piano pour jouer la chanson de la démocratie. La note que l'on entend, c'est la note «élection», les autres n'ont pas de timbre, parce qu'elles ne sont pas réelles. Le respect des droits de l'homme, une vraie justice qui traite les gens comme de véritables êtres humains, tout ceci n'existe pas chez nous. On n'entend pas ces notes dans la chanson, on entend seulement élection, élection, élection.»



Neuf paysans victimes des Escadrons de la mort



André Pratte



Le Canada au Salvador: complice de Reagan?

Pendant que les Salvadoriens voteront demain, trois Canadiens iront d'un bureau de scrutin à l'autre, cherchant à déterminer si le processus est démocratique ou non. Gordon Fairweather, président de la Commission canadienne des droits de la personne, R.A. Gould, directeur adjoint d'Élections Canada et F.M. Filleul, ambassadeur au Salvador, ont été désignés comme observateurs officiels du Canada aux élections présidentielles salvadoriennes.

Déjà sur place, ils doivent, avec une soixantaine d'autres observateurs délégués par des gouvernements étrangers, examiner toutes les phases du scrutin-enregistrement des voteurs, vote, compilation, transmission et annonce des résultats. Puis ils feront rapport au ministre des Affaires extérieures Allan MacEachen.

La décision du gouvernement d'envoyer des observateurs pour ces élections a été vertement dénoncée par plusieurs groupes intéressés à ce qui se passe en Amérique centrale. Ainsi, en fin de semaine dernière à Montréal, les participants à la Conférence internationale sur l'Amérique latine ont envoyé un message à MacEachen dans lequel ils soutiennent que l'envoi d'observateurs ne fait que cautionner un processus qui servira «à l'intensification de l'effort de guerre salvadorien et à l'accroissement de l'aide militaire américaine à ce pays».

Des critiques fondées

Ce n'est pas la première fois, loin de là, que le gouvernement canadien est accusé d'avoir à l'égard du Salvador une politique qui sert les intérêts américains. Nombreux sont ceux qui, depuis des années, demandent qu'Ottawa se dissocie de la politique américaine, qui vise essentiellement à

empêcher, par l'aide politique, économique et surtout militaire, l'accession de la gauche au pouvoir. Parfois exagérées, les critiques de la politique canadienne ne sont néanmoins pas sans fondement.

Il serait injuste de prétendre qu'Ottawa s'est complètement aligné sur la politique américaine. Par exemple, le gouvernement canadien n'a jamais cru, et il ne s'est pas gêné pour le dire, que les troubles au Salvador et ailleurs dans la région résultent d'une «épreuve de force menée par Cuba et l'Union soviétique, un point c'est tout», comme l'a affirmé il y a quelques jours le président Reagan. On estime plutôt que la guerre civile au Salvador a pour racines les profondes injustices sociales dont est victime le peuple de ce pays depuis des décennies.

Cependant, le gouvernement canadien est plus timide lorsque vient le temps de dénoncer l'aide militaire américaine aux gouvernements et aux contre-révolutionnaires de la région. Aux Affaires extérieures, on jure que lorsque Canadiens et Américains se retrouvent en privé, nos représentants font connaître leur désaccord à leurs vis-à-vis. Nos diplomates croient qu'en évitant d'attaquer publiquement Washington, ils ont de meilleures chances d'être écoutés. Pourtant, l'ancien ambassadeur américain à San Salvador, Robert White, déplorait en fin de semaine dernière à Montréal que «le Canada n'ait pas fait connaître à l'administration Reagan son scepticisme et son opposition aux politiques américaines dans la région».

Position ambiguë

Quoi qu'il en soit, le résultat est que, sur la scène publique, la position canadienne est ambiguë. En effet, tout en prônant une solution politique à la crise salvadorienne,

le gouvernement canadien ne condamne presque jamais carrément la politique américaine qui pourrait va dans le sens contraire. Ottawa se limite à déplorer l'envoi d'armes dans la région «d'où qu'elles viennent», soulignant toujours que l'Est aussi est coupable (ce qui est vrai, mais est en bonne partie la conséquence de la politique américaine).

Cette ambiguïté de la position canadienne pousse plusieurs à se demander si le Canada s'oppose vraiment à la solution militaire souhaitée par Washington. Quelle influence notre diplomatie privée a-t-elle sur Washington? A-t-elle vraiment plus d'impact que n'en aurait une position publique claire qui aurait le mérite de dissocier clairement notre pays de politiques américaines inadmissibles?

Les élections

L'attitude canadienne à l'égard des élections de 1982 (pour l'Assemblée constituante) et des présidentielles de demain a rendu notre politique encore plus équivoque. Tout en rejetant l'analyse de la situation salvadorienne faite à la Maison-Blanche et (discrètement) la stratégie militaire américaine, Ottawa épouse le point de vue de Reagan selon qui ces élections contribuent au rétablissement de la démocratie dans ce pays.

Ainsi, on a approuvé la tenue des élections de 82, et on s'est ensuite félicité de leur «succès». La non-participation de la gauche et le climat de terreur qui régnait dans le pays ternissait évidemment un peu le processus, mais en définitive, on estimait que des élections, peu importe le contexte, c'était mieux que rien. Cependant, le gouvernement a refusé d'envoyer des observateurs à ce scrutin, estimant que les conditions fixées par le président Duarte ne permettraient pas aux repré-

sentants canadiens de porter un jugement sur le processus électoral. Cela a donné l'impression qu'Ottawa, tout en approuvant officiellement ces élections, voulait éviter d'y être mêlé de trop près, de peur qu'elles tournent mal. Ambiguïté...

Cette année, bien que l'atmosphère de violence et l'abstention de la gauche font que, quoi qu'il arrive, on pourra difficilement prétendre qu'il s'agissait d'élections démocratiques, Ottawa a jugé qu'elles pourraient contribuer à la solution de la crise. Mais contrairement à mars 82, il a décidé d'envoyer des observateurs officiels. « Cette fois-ci, leur mandat est plus satisfaisant que la dernière fois », a expliqué le ministre MacEachen à un comité des Communes, « parce qu'on ne leur demande pas seulement de regarder ce qui se passe, on leur demande de juger. On leur a assuré l'accès à l'information nécessaire... ».

On l'a dit, cette décision a été dénoncée comme légitimant un processus non-démocratique qui ne fera que servir la politique américaine. Mais le ministre affirme que ce n'est pas le cas, que les observateurs canadiens sont là pour « dire les choses telle qu'ils les voient. S'ils trouvent la situation déplorable, ils vont le rapporter ».

Réorientation

Cette décision de déléguer des observateurs officiels au Salvador signale peut-être un rapprochement des politiques canadienne et américaine. Mais elle pourrait aussi présager du contraire! Elle s'inscrit en tout cas dans ce qui semble être une réorientation de la politique canadienne.

Ottawa a en effet décidé, après des années de relative indifférence, de jouer un rôle plus actif en Amérique centrale. C'est dans

cette perspective que le Canada a décidé d'augmenter son aide économique à ces pays et a demandé d'être admis comme observateur aux travaux du groupe de Contadora, et que le ministre MacEachen effectuera prochainement une tournée de la région.

Pour certains, ce rôle plus actif du Canada pourrait être la base d'une politique canadienne plus indépendante de celle des États-Unis. Le député Maurice Dupras, qui a présidé le sous-comité des Communes sur les relations du Canada avec l'Amérique latine et les Antilles, est de ceux-là: « Ça dénote une implication accrue du Canada dans la région, et ça veut dire qu'on ne limite pas notre curiosité aux informations qu'on reçoit des ambassades américaines », a-t-il déclaré à PLUS.

C'est pourquoi Dupras, d'abord réticent, a approuvé l'envoi d'observateurs aux élections salvadoriennes: « Au risque parfois de se salir les doigts — on va nous accuser d'être complices d'une élection fraudée — je pense que c'est bien important qu'on soit là et qu'on n'obtienne pas nos informations d'une troisième personne, ce qu'on a fait trop longtemps. » Les mêmes arguments sont repris aux Affaires extérieures, où un fonctionnaire nous a déclaré que « quand on veut discuter sérieusement Amérique centrale, on est peut-être un peu mieux écouté quand on s'est donné la peine d'établir soi-même les faits » et que « les pays qui n'auront pas eu le soin d'aller voir par eux-mêmes ce qui se passe au Salvador ne seront pas beaucoup écoutés par la suite par les États-Unis ».

En somme, le Canada a décidé de s'impliquer davantage et de recueillir ses propres informations sur ce qui se passe au Salvador et dans les autres pays de la région. Cette présence plus active est souhaitée depuis longtemps au Canada comme en Amérique centrale. Débouchera-t-elle sur une attitude plus critique à l'égard des politiques américaines? Il est permis d'en douter. Mais si c'est le cas, il y a de bonnes chances pour que cela se passe à huis-clos... □

Lorraine Guay est infirmière à la Clinique communautaire de Pointe-St-Charles à Montréal. Elle revient d'un séjour de six mois au Salvador où elle a travaillé comme infirmière dans une zone sous contrôle de la guérilla.



Lorraine Guay



Six mois dans une zone sous le contrôle de la guérilla

Obscurité totale. La colonne avance dans un silence impressionnant. Le pas est rapide même si on n'en finit plus de monter. Dix heures de marche dans la nuit, à travers rivières et champs de maïs, enjambant fils barbelés, côtoyant des ravins, s'agrippant aux rochers. Devant moi, un «muchacho» (c'est ainsi que l'on surnomme les guérilleros au Salvador) porte sur ses épaules quelque 60 livres de médicaments. Derrière, un autre transporte à bout de bras un moteur. Il n'y a pas d'électricité dans la montagne de Guazapa, m'explique-t-on. La guérilla doit produire sa propre énergie pour alimenter les divers ateliers: réparation d'armes, explosifs, radio.

Majoritairement originaires de la région, les muchachos connaissent la montagne comme la paume de leur main. Un avantage certain sur l'armée salvadorienne dont les officiers sont entraînés aux États-Unis ou au Honduras. Le voyage est tout de même périlleux: il s'agit de passer à travers les mailles de l'armée qui patrouille toutes les voies d'accès. Situé à 35 kilomètres à peine de San Salvador, la capitale, Guazapa constitue une épine dans le pied du gouvernement salvadorien qui tente d'y déloger la guérilla depuis 1981. Tâche d'autant plus ardue que les 10 000 paysans et leurs familles qui vivent dans la zone sont devenus avec le temps sympathiques au projet politique des muchachos.

«On ne s'habitue pas à la mort»

Cinq heures du matin. La colonne arrive enfin à La Cruz, petit hameau sur le flanc du volcan. Le village se réveille doucement. Une demi-heure plus tard, un bruit sourd envahit l'espace. Des Push and Bull et des A-37, avions de combat américains, sillonnent le ciel et déversent leur cargaison de bombes de 250 et 500 livres, à un rythme infernal. En un rien de temps, la population s'est enfouie dans les abris souterrains: de simples trous dans la terre, fortifiés avec des madriers de bois. Deuxième, puis troisième bombe. La terre tremble. «Il n'en reste plus que deux autres», me dit un jeune étudiant arrivé depuis peu dans la guérilla.

Coincés dans l'abri, sans air, dévorés par les fourmis, nous attendons une demi-heure: une éternité. Au sortir, la vieille paysanne chargée de faire la cuisine pour le campement examine les trous creusés par les bombes, lève les yeux au ciel, puis s'exclame, poings sur les hanches: «Et notre déjeuner? Ils ne nous ont pas apporté le déjeuner, ces criminels!»

Le scénario se répète presque tous les jours, inlassablement, pendant 6 mois. L'Université catholique de San Salvador affirme que l'armée salvadorienne effectue en moyenne quinze missions de ce type par jour dans les zones

sous contrôle de la guérilla. «On s'habitue?» — «Non», me répondent les paysans. «On ne s'habitue pas à la mort. Cuesta la revolución» (La révolution coûte cher).

À peine le bombardement terminé, la vie reprend. On rallume le feu de bois, on remet le linge à sécher sur l'herbe, les enfants se rendent à l'école, le paysan à son champ. Parfois, des hélicoptères reviennent pour lancer des tracts.

«Vends ton arme!»

«Nous te donnons la possibilité d'aller vivre ailleurs», peut-on y lire. «Cinquante-quatre familles sont déjà parties pour le Canada où elles pourront trouver du travail.» Ou encore: «Tes responsables politiques te mentent. Abandonne-les. Présente-toi à la direction de ton département. Rends-toi avec ton arme et tu seras récompensé en argent: 125\$ pour chaque M-16 remis à l'armée.»

Une seule famille de Guazapa s'est prévaluée à date de cette amnistie. Dans l'ensemble, cette propagande touche peu la population locale. La plupart refusent de quitter leur unique richesse: ce coin de terre où ils vivent depuis des générations.

Ils se méfient aussi des promesses. «Vous savez, pendant longtemps, les gens d'ici ont cru en la Démocratie chrétienne», explique Lazarus, vieux paysan de 70 ans. C'était notre façon à nous de dire que nous en avions assez de la misère.

Mais les élections ont toujours été frauduleuses. Aujourd'hui, nous avons pris l'habitude de dire que le seul électeur, c'est l'armée. Plus tard, nous avons adhéré aux coopératives agricoles, au moment de la réforme agraire après le coup d'État de 1979. Résultat? On nous a tué nos responsables.

Quand nous occupions pacifiquement les grandes plantations pour réclamer de meilleures conditions de salaire et de travail, l'armée venait nous déloger avec tanks, artillerie, hélicoptères. Plusieurs de nos hommes, parmi les meilleurs, sont morts dans ces combats inégaux. Alors, nous avons appris.»

Sous contrôle du Front

Aujourd'hui, la région de Guazapa est sous contrôle du Front Farabundo Martí de libération nationale. Les escadrons de la mort dirigés par Fabien Ventura ont été liquidés. Les grands propriétaires ont fui et les paysans cultivent

maintenant librement la terre. Certains possèdent leur champ individuel. D'autres se sont regroupés en collectifs et produisent à la fois pour leur famille et pour les muchachos. On cultive un peu de tout: maïs, haricots noirs, tomates, radis, mais en quantité encore bien insuffisante.

«La faim n'a pas disparu», explique Lazarus en continuant d'effiler sa machette. «Mais au moins aujourd'hui, nous avons un espoir de nous en sortir». La situation demeure toutefois très précaire: les récoltes sont périodiquement incendiées par l'armée qui applique

dans la zone la stratégie de la «terre brûlée».

Hameau Las Delicias: c'est là que se trouve un des hôpitaux de la zone, aménagé dans une maison désaffectée. Blessés, malades, personnel médical, tous dorment par terre et partagent la même nourriture: tortilla (galette de maïs) et haricots noirs matin, midi et soir.

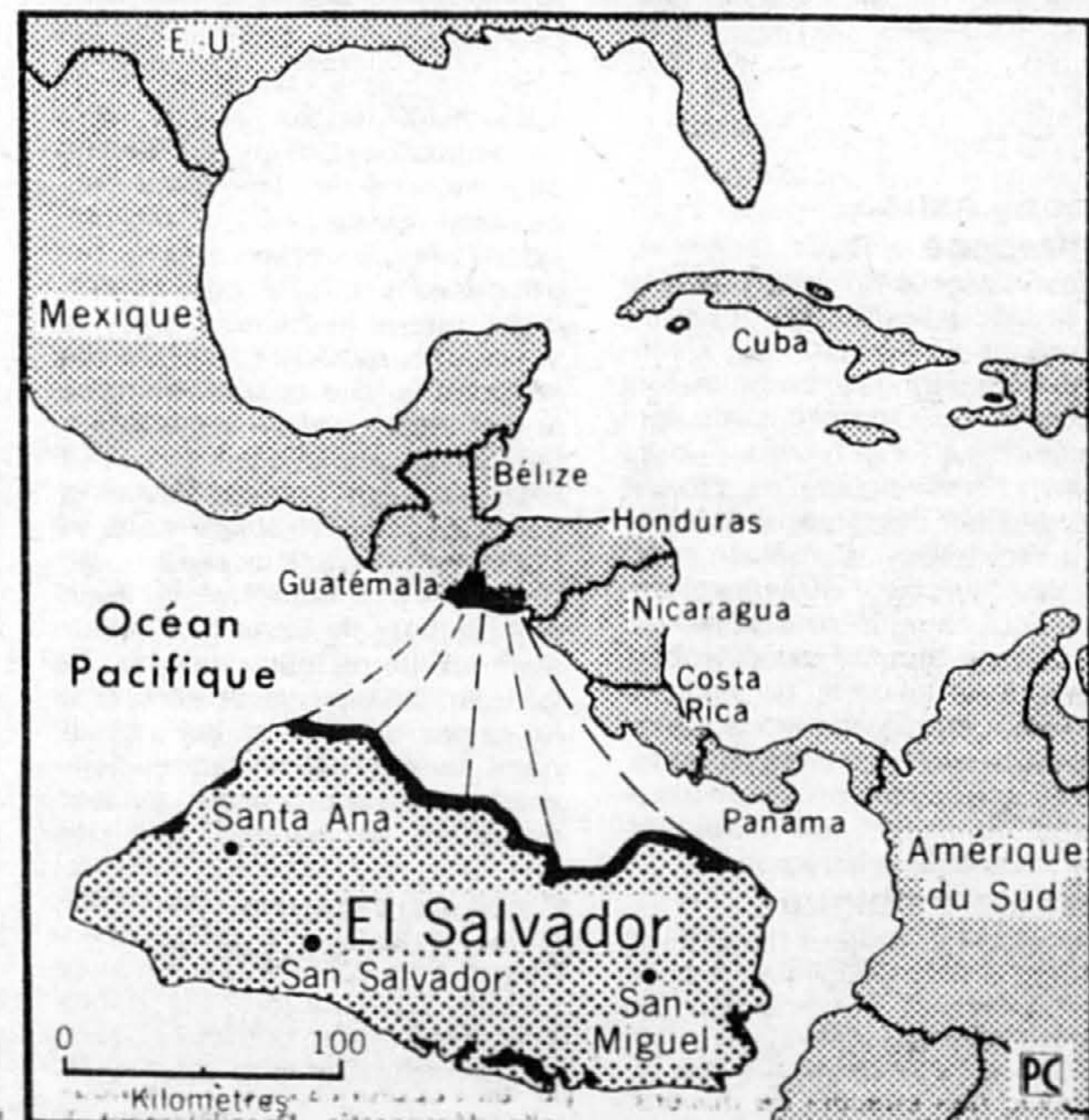
Aujourd'hui, un jeune guérillero a été blessé dans un affrontement avec l'armée salvadorienne: perforation intestinale, hémorragie. On improvise une table d'opération: une vieille porte de bois sur deux chevalets. On suspend le sérum à une branche d'arbre. Des compagnons se préparent à donner leur sang par transfusion directe. La chaleur est torride, les moustiques hallucinants. Anesthésie générale. Raoul et Jasmine, deux médecins, opèrent longuement. Ils terminent à la chandelle. Les signes vitaux sont stables: le blessé s'en tirera. Et ainsi de suite au fil des jours: Tino dont on a dû amputer le pied droit; Mauricio qui traîne sa jambe à l'aide d'une corde, le genou bloqué par un éclat de bombe; Francisco qui vient chaque jour faire débrider sa plaie: un trou large et profond dans l'avant-bras gauche.

Médecine de fortune

Le personnel médical est étonnant: des jeunes filles de familles paysannes pour la plupart, certaines analphabètes. Plusieurs accomplissent des tâches qui seraient qualifiées au Canada comme étant «d'usage exclusif à certaines professions»... Nécessité oblige. D'autres sont responsables de la prévention et de l'éducation sanitaire auprès de la population civile: visites régulières des familles pour leur enseigner les règles élémentaires d'hygiène, régler les petits problèmes mineurs de santé, les inciter à utiliser la médecine naturelle des plantes, très riche au Salvador.

De hameau en hameau, c'est le triste défilé de la misère: sous-alimentation, malaria, dengue, parasites, infections de la peau. Maladies de la guerre aussi: ulcères, anxiété. Les médicaments, fruits de la solidarité internationale, parviennent à destination au prix de mille risques. On les distribue au compte-gouttes. La matériel à pansement est multiplié par deux ou trois; on stérilise, on réutilise le matériel jetable (seringues, aiguilles, sondes, gants)... tout ça dans une vieille cocotte-minute!

À quelques pas de l'hôpital, l'école occupe les locaux d'une vieille église délabrée. Une vingtaine d'enfants s'y entassent en se disputant les quatre seuls bancs. Les malchanceux s'installent par terre. Le professeur coupe les crayons de mine en quatre et distribue le quart d'une feuille de papier à chacun. Journée spéciale: on écrit un message aux écoliers canadiens. Les enfants le





Un détachement de guerrilleros au milieu de la population.

→ composent ensemble, puis certains tracent les lettres au tableau: «Chers amis, nous sommes en guerre pour avoir le droit d'étudier, le droit à la santé et à la justice. Nous demandons votre aide et votre solidarité. Merci beaucoup».

Les A-37 mugissent dans le ciel: vite, tout le monde aux abris souterrains! Le bombardement terminé, la classe reprend. «Même à travers les bombardements, même avec un matériel des plus rudimentaires, nous tenons à ce que les enfants apprennent à lire et à écrire: 60 p. cent de la population salvadorienne est analphabète», explique le responsable de l'éducation. Il faut cependant convaincre les parents de cette nécessité, ce qui n'est pas facile, en particulier en temps de guerre. Certains croient plus utile le travail des enfants dans les champs. «Mais une révolution qui n'alphabetiserait pas, ce ne serait pas une vraie révolution», enchaîne le responsable.

D'étranges marxistes...

«Et une révolution qui ne respecterait pas la liberté de religion ne mériterait pas son nom», expliquera plus tard Carmelo, leader de l'Église populaire dans la zone. Inspirés par la théologie de la libération, plusieurs prêtres et laïcs chrétiens ont opté pour une pastorale en faveur des plus démunis.

C'est à Guazapa qu'est née la première association chrétienne de paysans salvadoriens. Elle a été réprimée dans le sang: assassinats, tortures, disparitions, exil. Plusieurs chrétiens ont alors choisi de vivre leur foi au sein du processus révolutionnaire. Le gouvernement les accuse d'être marxistes, communistes. Mais leurs convictions sont plus empreintes d'humanisme et de mysticisme que de théorie politique.

Étranges marxistes en effet que ces paysans qui portent presque tous un scapulaire au cou, récitent leurs prières avant le combat et mêlent chants révolutionnaires et hymnes religieux dans leurs fêtes

populaires. Étranges marxistes qui, à la mort d'un guérillero, écoutent attentivement la lecture de l'Évangile sur la résurrection de Lazare et récitent patiemment les litanies, mêlant aux noms des saints de l'Église ceux des «compas» morts au combat.

«Ici, la liberté de religion est respectée et encouragée», explique un groupe de délégués de la Parole, hommes et femmes. «Nous faisons nos célébrations. Nous baptisons. Nous préparons les gens au mariage. Il y a des classes de catéchèse. Pour nous, l'Église populaire doit être au service du peuple, et non l'inverse. Et comme notre peuple vit une révolution, l'Église doit s'intégrer à ce processus. Nous coordonnons nos activités avec les organisations politiques. Par exemple, nous n'organisons jamais une célébration de la Parole en même temps qu'une réunion politique. Nous ne voulons pas créer de déchirements parmi la population, profondément chrétienne.»

Le long exode commence

Vingt juillet 83: alerte numéro un. L'armée menace d'envahir Guazapa. La population est sur le qui-vive. Chacun prépare déjà son baluchon, même les plus jeunes. On y met que le strict nécessaire. Le reste (la pierre pour moudre le maïs, les grains pour les semences, le hamac troué, la radio payée avec les maigres économies) est caché sous terre. Deuxième alerte. L'invasion est confirmée. De longues files se forment, en silence, interrompues seulement par les pleurs des enfants et les conseils des responsables politiques: «Rappelez-vous: discipline, silence, vitesse et entraide. Il ne faut pas que l'armée vous repère. Vous savez ce qui arriverait.»

Depuis 1981, Guazapa a connu une quinzaine d'invasions où l'armée salvadorienne pénètre en profondeur, de plusieurs côtés à la fois, avec des effectifs de milliers d'hommes (12.000 en février 83),

appuyés par l'aviation et l'artillerie lourde. Bombardements sans discrimination de la population civile, pillage des maisons, incendie des récoltes, massacres. Les paysans parlent encore de l'invasion de février 83: plus de 100 personnes avaient alors été repérées par l'armée, mitraillées, puis «achevées» à la machette...

Les hamacs sont prêts: une dizaine de malades seront ainsi transportés par les milices populaires. Les muchachos, eux, s'affronteront à l'armée, de préférence de nuit, prenant les soldats par surprise. La population civile se replie dans des zones plus sécuritaires.

Le long exode commence: colonnes sans fin de vieillards, bâton à la main, d'hommes chargés comme des mulets, d'enfants trop petits pour marcher et qui dorment sur les épaules des grands, de bébés pendus au sein de leur mère. Nous marchons ainsi pendant cinq jours, sans presque rien manger, à ne mâcher que des bâtons de canne à sucre, la tête lourde, les jambes flageolantes.

Puis nous nous terrons dans une grotte naturelle pendant deux jours: impossible de sortir tant que le ronronnement des hélicoptères et les salves des mitraillettes ne se seront tus. Les voix sont feutrées, angoissées. On craint surtout que les pleurs des enfants n'éveillent les soupçons des soldats. Enfin, le signal est donné. L'armée a quitté les lieux. On refait alors le chemin inverse pour constater les dégâts: une maison détruite, une vache tuée, les épis de maïs brûlés. Une vieille paysanne a les larmes aux yeux: «C'est la deuxième fois qu'ils nous volent notre linge», me dit-elle en me montrant la cache vide.

L'apprentissage de la démocratie

Et la vie reprend de nouveau, obstinée. Même sous les bombardements, la population de Guazapa fait l'apprentissage d'une nouvelle démocratie. Parallèlement à

la structure militaire dirigée par l'état-major de la guérilla, la population civile a créé des instances politiques pour gérer la vie quotidienne: les comités populaires, regroupant une quinzaine de familles (environ 100 personnes) sur une base volontaire. Quatre-vingt-dix p. cent de la population locale y participe. Aujourd'hui, réunion hebdomadaire. L'ordre du jour est chargé: on discute de l'organisation d'une corvée pour construire un abri souterrain à une veuve; de la nécessité de diversifier les cultures; de sécurité et de prévention. Malgré la lassitude et les limites imposées par la guerre, le débat est animé. La plupart ne mâchent pas leurs mots. Sur la sécurité par exemple: «Il y en a qui sont irresponsables. Ils n'enlèvent pas leur linge quand les avions approchent et ils n'éteignent pas leur feu. Aussi bien donner notre adresse aux pilotes!»

Puis, le responsable de la santé explique pour la Xème fois la nécessité de construire des latrines comme mesure préventive. Et le paysan redit pour la Xème fois qu'il n'a jamais fait ses besoins dans un abri et que ce n'est pas à son âge qu'il va commencer! S'en suit une altercation plutôt vive, où chacun ajoute son grain de sel. On discute de tout dans ces rencontres: des négociations entreprises avec l'envoyé américain Richard Stone; des élections prochaines au Salvador; de la dernière action de la guérilla.

La représentante de l'Association des femmes insiste pour que les paysannes donnent leur point de vue. «Nous avons beaucoup de chemin à faire. Les hommes pensent encore qu'ils peuvent gagner la guerre seuls et que les femmes doivent continuer à s'occuper uniquement des enfants et de la maison.» Mais si peu de femmes participent aux combats, plusieurs par ailleurs sont actives dans divers comités (santé, éducation, communication), collectifs et tribunaux populaires.

Autre volet de l'apprentissage de cette nouvelle démocratie: l'existence de tribunaux populaires où la population est invitée à venir juger les délits commis par des guérilleros ou par des civils. À Pueblo Nuevo, par exemple, une centaine de personnes sont venues juger trois jeunes accusés d'avoir volé de l'argent à une vieille paysanne. Un témoin apporte les preuves. La foule questionne longuement. «Il faut s'assurer que c'est bien vrai», me glisse ma voisine, encombrée de deux jeunes enfants. «Une accusation, c'est toujours grave». Les accusés s'expliquent, contestent certains faits, insistent sur les circonstances atténuantes. La délibération dure jusqu'au coucher du soleil. Ceux qui voudraient partir sont rappelés à l'ordre. Puis, la population vote sur la sanction: six mois dans un collectif de production au service de la communauté.

Les tribunaux populaires prennent parfois de graves décisions. Un jour par exemple, deux «orejas» (espions de l'armée salvadorienne), ex-membres de la Garde nationale et collaborateurs des escadrons de la mort, ont été condamnés à être fusillés. Sur le chemin du retour, un paysan réfléchissait tout haut: «Difficiles, ces jugements. Moi, je suis chrétien. Ça me touche tout au fond. Mais nous n'avons pas le choix: c'est la guerre. Si seulement tout ça pouvait finir très vite. Nous avons déjà payé assez cher. Cuesta la revolución.»

Guerre longue, épuisante, lourde de 40.000 morts. Guerre de plus en plus absurde aussi, qui ne pourrait se poursuivre si ce n'était de l'aide de l'administration Reagan. «Est-ce un crime d'appuyer un projet politique différent de celui du gouvernement salvadorien et des États-Unis?», me lance le paysan. Est-ce un crime de vouloir un lopin de terre à cultiver, de demander que nos enfants puissent étudier, vivre en santé, avoir un avenir? N'y avons-nous pas droit nous aussi? □

Les tenants de l'un comme les tenants de l'autre, se basant sur des rapports scientifiques très éloquentes, ne sont d'accord que sur un point: «l'autre» est mauvais pour la santé. La société se divise ainsi en deux clans: pour ou contre les graisses animales, pour ou contre les graisses végétales, l'un et l'autre ayant les mêmes excellentes raisons de garantir une parfaite santé et d'attribuer à «l'autre» les pires maux.

On assomme littéralement le consommateur de publicité, de conseils éclairés, d'opinions de «spécialistes» compétents; on l'ensevelit sous une avalanche d'expertises et de contre-expertises pour l'une ou l'autre de ces matières grasses qui sont immédiatement reprises, étudiées, critiquées, louées, mâchées, digérées par une nuée de communicateurs en diététique n'ayant qu'un seul souci en tête: la santé du public.

Le beurre est devenu en quelques années l'ennemi alimentaire public numéro 1, la cause première et la plus abondante de tous les maux, particulièrement au chapitre du cholestérol et des maladies coronariennes.

Le gras d'origine animale est unilatéralement décrié, déclaré nocif, responsable de véritables hécatombes, associé, presque, à une maladie honteuse, désigné par la même opprobre que l'alcoolisme. Il faut l'abattre.

Cette «tare» de la nature est même considérée à tel point dangereuse pour la santé du consommateur que, si l'on en croit les tenants du gras végétal, l'on se demande comment il se fait que le législateur n'ait pas encore sévi et décrété purement et simplement l'interdiction formelle de vendre du beurre.

La margarine, par contre, est devenue la panacée universelle, le palliatif grasseux de tous les maux (principalement cardio-vasculaires), synonyme de santé resplendissante, d'une vie saine et équilibrée, de joie de vivre, voire même de longévité et de summum gastronomique. Bref, il semble qu'on ait rien trouvé de mieux pour le bien-être de l'humanité souffrante depuis la découverte du feu ou l'invention de la roue.

Qu'en est-il exactement? Qui peut dire avec une certitude toute scientifique lequel des deux produits (ou les deux, ou ni l'un ni l'autre), pris en quantité égale et raisonnable, est le plus dommageable pour la santé? Et qui donc peut quantifier exactement cette quantité scientifiquement raisonnable?

La guerre des lipides

Depuis 1957, date du premier rapport de l'AHA (American Heart Association) qui établissait une association directe entre l'alimentation, corps gras en tête, et l'athérosclérose, cette guerre à la surconsommation de lipides n'a cessé d'être relancée par des spécialistes hautement qualifiés, avant d'être récupérée par les agences de marketing. D'une guerre aux lipides dans laquelle on s'attaquait aux abus de lipides de tous poils, nous avons glissé dans une guerre de lipides, dans laquelle on ne s'attaque plus aux abus, mais à un méchant au profit d'un bon.

Résultat: de 1968 à 1980, la consommation de beurre au Canada a diminué de 36 p. cent, soit de 7,3 à 4,6 kg par personne annuel-

lement, alors que, dans le même laps de temps, la vente de margarine a augmenté de 28 p. cent (de 4,3 kg à 5,5 kg personne / année). 1 à 0 pour la margarine.

Après une aussi brillante victoire, le taux de cholestérol et de maladies coronariennes aurait dû normalement diminuer en proportion égale, pour le moins 28 p. cent et même, pourquoi pas de 36 p. cent. Pourtant, si l'on se fie aux statistiques médicales, tout laisse croire que cette guerre des lipides, si toutefois elle doit se terminer un jour, ne cessera que faute de combattants. Égalité, 1 à 1.

En attendant cette issue fatale, les adversaires fourbissent leurs armes. Des deux côtés, on nous garantit de vivre en forme, mais d'un côté, on nous dit que le beurre, c'est du beurre (on s'en doutait bien un peu) et de l'autre, on nous rassure en affirmant qu'une telle margarine goûte comme du beurre quand on ne nous assure pas qu'il s'agit bel et bien du beurre des margarines.

Chicanes et redoutes

Interprétant les résultats récemment publiés d'une étude clinique menée par le «Lipid Research Clinics Coronary Primary Prevention Trial» (LR-CPTT) et financée par le «National Heart, Lung and Blood Institute», les margariniers avancent que leurs produits peuvent, non seulement remplacer le beurre, mais prévenir les maladies cardiaques, alléguant que cette prévention dépend uniquement du régime alimentaire des individus, et que nos habitudes alimentaires sont appelées à changer radicalement à la lumière de ces nouvelles connaissances médicales.

Nouvelles connaissances médi-

cales qui, selon eux, prouvent hors de tout doute, que le cholestérol est une des principales causes de maladies cardio-vasculaires d'une part et, d'autre part, que le cholestérol sanguin est directement relié au cholestérol alimentaire (qui se ressemble s'assemble) contenu en exclusivité dans les aliments d'origine animale (oeufs, viande et surtout beurre).

Cette interprétation est vivement dénoncée et condamnée par le Bureau laitier du Canada qui accuse les margariniers d'outrepasser l'étendue de cette étude scientifique et qui y voit une manoeuvre pour «mousser l'utilisation de leurs produits au détriment d'autres, principalement le beurre», créant ainsi un faux sentiment de sécurité chez le consommateur victime de leurs assertions.

Il faut signaler en effet que le seul objectif de cette étude était de mesurer les effets d'une drogue, le cholestyramine, sur l'incidence des maladies cardiaques chez des hommes possédant un taux de cholestérol anormalement élevé par rapport à l'ensemble de la population et considérés par la science médicale comme présentant un haut risque d'être atteints de troubles cardiaques.

Malgré l'importance de cette recherche, rien ne permet de prouver scientifiquement que le cholestérol alimentaire soit rattaché ou soit même la cause de maladies cardiaques, ni que réduire sa consommation d'aliments contenant du cholestérol contribuera à coup sûr à réduire les risques de maladies coronariennes chez un individu.

Par contre, il est prouvé depuis fort longtemps, que le tabagisme, le stress, l'hypertension et surtout



Philippe Amiguet

BEURRE OU MARGARINE

Une campagne pour la santé ou une guerre de marketing?

vention possible est, selon eux, de suivre un régime équilibré et de manger modérément. Et puis se tenir en forme.

Quoi qu'il en soit, dans le meilleur des cas, la viande de bœuf, par exemple, contient un quart de matière grasse. Alors que penser de la personne, soucieuse d'éviter une source de cholestérol, qui fait frire ses deux oeufs-bacon dans la margarine? Ou, sans aller jusqu'à ce cas extrême, qui tartinera ses rôties accompagnant ses deux oeufs-bacon avec de la margarine.

Le choix des lipides

N'étant pas scientifique, je ne me risquerai pas à confirmer ni à infirmer aucune des nombreuses et brillantes théories scientifiques qui nous ont déjà été servies, elles sont de toutes façons aussitôt décriées par les tenants de la partie adverse. Toutefois, deux éléments sont intéressants à relever.

Le premier concerne les origines de chacun des deux produits incriminés. L'industrie des huiles et des margarines, donc du gras végétal, est basée, donc dépend, principalement de la production de l'agriculture américaine: soya, maïs... Le beurre, lui, est basé sur la production de l'industrie laitière qui est plus particulièrement concentrée au Québec. Il semble bien y avoir une disproportion de poids dans les lobbys de chacun de ces produits.

En deuxième lieu, en 1979 paraissait une étude portant sur 95 marques de margarine vendues au Canada. Elle démontrait que 82 d'entre elles contenaient à l'analyse plus de 10 p. cent d'acides gras «trans» (celui justement que l'on reproche aux graisses animales) et, de ce nombre, 47 en contenaient entre 25 et 40 p. cent. Même s'il semble que, depuis, leur teneur en «trans» ait en règle générale diminué, il n'existe encore aucune norme précise sur la composition des margarines.

Le docteur George V. Mann, de l'université Vanderbilt au Tennessee, membre du National Heart, Lung and Blood Institute, déclarait récemment: «Les régimes alimentaires polyinsaturés à basse teneur en matières grasses et en cholestérol sont largement surestimés, trop de marketing qui vise à favoriser certains produits alimentaires.»

Alors, qui suivre? La publicité (on sait ce que ça vaut), la science (impuissante à trancher le débat) ou notre gros bon sens, celui qui nous fait éviter et fuir la plupart du temps les abus de toutes sortes? □

Napoléon, Mitterrand, même combat. La France aime les causes qui traversent l'histoire, les guerres interrompues par des paix qui ne sont jamais que des trêves, les débats qui ne connaissent jamais de conclusions et les historiens qui ne sont jamais d'accord.

Napoléon, Mitterrand, même débat. Celui de l'école, État contre Église, laïcité contre confessionnalité. Celui de la politique, gauche contre droite, progressistes contre réactionnaires.

Depuis deux ans, la trêve est rompue. Les laïcs ont mis les socialistes au pouvoir avec des idées bien arrêtées. Les catholiques ont mis leurs partisans dans les rues avec l'espoir de bien arrêter les idées socialistes. Bordeaux, Lyon, Rennes, Lille, le tour de France de l'école catholique avait déjà regroupé un bon million de personnes en janvier et en février avant que le quatre mars, le soleil de Versailles n'attire dans ce château fort du conservatisme entre un demi-million et 800 000 personnes.

La plus importante manifestation depuis mai 68. Il faut cependant rappeler qu'en mai 68, la plus grosse manifestation avait été celle d'appui à de Gaulle et non celle des étudiants et des syndiqués.

Le fond du débat? Oui, bien sûr, il faut en parler. Mais l'extraordinaire dans les événements récents, c'est que le fond du débat n'est pas un élément indispensable dans la guerre scolaire. Les deux armées fonctionnent même plutôt mieux sans trop se demander où on en est. Les trois quarts de compromis n'ont jamais bien mobilisé les foules.

L'école libre

Puisqu'on parle de l'école française, il faut en apprendre l'alphabet particulier.

Petit a: il y a deux réseaux d'écoles en France. L'école publique dite aussi laïque qui regroupe 85 p. cent des enseignants et des élèves. L'école privée, dite aussi libre, dite aussi catholique, dite aussi confessionnelle, qui regroupe 15 p. cent des enseignants et des élèves. Il y a, dans l'école privée, quelques établissements juifs, protestants ou même laïcs, mais ils sont l'exception.

Soulignons donc cette différence au gros trait rouge: il n'y a pas de pastorale ou de catéchisme dans le réseau d'écoles publiques.

Petit b: l'école privée est subventionnée, au même titre que l'école publique. Depuis 1959, elle est soumise aux programmes et examens du ministère de l'Éducation, elle ne peut refuser aucun élève pour des raisons de race ou de confession religieuse. En retour, l'État verse à ces écoles à peu près l'équivalent par enfant de ce qui est versé aux écoles publiques. (Un peu plus, un peu moins, ça fait partie du débat et du folklore.)

Petit c: Les institutions privées sont autonomes. Les directions des écoles peuvent choisir leurs professeurs, il est de bon ton de dire leur «équipe pédagogique», puisque cela nous amène à leur «projet pédagogique», proche des valeurs chrétiennes, il va sans dire. Ces professeurs ne bénéficient donc pas — vite, le gros trait rouge — des avantages de leurs confrères de l'école publique. Révissez bien votre copie: il y aura un contrôle à la fin.

LA QUERELLE SCOLAIRE EN FRANCE

La guerre de foi aura-t-elle lieu?



Jean-François Lisée



150 ans de conflits

Assez d'alphabet, sortez vos livres d'histoire. Page 212 en bas à gauche, Napoléon, toujours lui, crée en 1806 l'université impériale, c'est-à-dire le monopole de l'État sur ce qui existe alors en fait d'écoles. L'Église avait en tout état de cause le contrôle de l'intérieur de ce monopole par sa présence massive parmi les enseignants, mais le principe restait étatique.

En 1833 puis en 1850, des lois promulguent la «liberté d'enseignement» au primaire et au secondaire, c'est-à-dire la possibilité de créer ses propres écoles, autonomes, à l'extérieur de l'embryonnaire réseau public. En 1886, le Parti républicain remplace ses prédécesseurs conservateurs et lance une contre-offensive laïque, en empêchant les religieux d'enseigner dans le réseau public. La rupture est complète, c'est le début du «dualisme scolaire».

«Dès lors, écrit le politologue René Remond (prenez-moi ça en dictée), l'enseignement en France se divise en deux systèmes concurrents que tout oppose, les philosophies inspiratrices, les pédagogies pratiquées, les références idéologiques, les sympathies politiques, les recrutements, les clientèles. Les catholiques, sans accepter pour autant le principe d'un service public géré par l'État, renoncent à l'espoir de le supprimer ou de le contrôler.»

L'identification de l'enseignement catholique avec les forces de droite ne s'arrangera pas du tout pendant l'occupation allemande, le gouvernement collaborationniste de Vichy décidant, le premier, de subventionner l'école privée. Un élève sur cinq au primaire et un sur deux au secondaire fréquentent l'école privée, ce qui n'empê-

che pas de Gaulle, à la libération, de lui couper les vivres.

Il faudra attendre les premières vagues du *baby boom* dans les années cinquante et l'impérieuse nécessité de scolariser tous ces marmots pour que l'État daigne verser des bourses, puis des allocations à tous les élèves, qu'ils soient du privé ou du public. Puis, en 1959, on l'a vu, c'est le grand troc de la loi Debré, l'État échange les subventions directes contre certains devoirs imposés à l'école privée.

Les journaux de l'époque témoignent du débat qui avait entouré l'adoption de cette loi. Les partisans de l'école laïque y voyaient une reconnaissance de l'existence du réseau catholique, mais les catholiques, du moins en partie, voyaient dans ces nouveaux devoirs une tentative de l'État de les intégrer progressivement et d'attenter ainsi à leur liberté. Il failut l'intervention des évêques pour calmer les esprits saints.

Public, unifié et laïque

On en était à peu près là, mes chers petits, lorsque la gauche est venue gâter la sauce. Non contents de promettre la création d'un «grand service public, unifié et laïque de l'éducation nationale», les programmes de gauche avaient prévu que «les établissements privés percevant des fonds publics seront en règle générale nationalisés». Napoléon n'avait pas fait mieux.

Le débat de fond (ah, tout de même, le voilà) est en définitive assez simple. Pour les uns, «la laïcité est le respect de toutes les opinions» au sein d'une même école. «Contre toute forme d'endoctrinement, elle assure la tolérance et le respect des différentes options politiques ou religieuses.» Bref, la

laïcité est «une des conditions de l'égalité des jeunes face à l'éducation» (Projet socialiste, 1980).

Pour les autres, «face aux États modernes dont les moyens d'une toute-puissance sont une menace contre les libertés concrètes des citoyens, apparaît le rôle des «groupes partiels», communautés exprimant des héritages et des valeurs. Dans le cas qui nous occupe: le choix libre des parents responsables, des équipes éducatives librement choisies, les références chrétiennes des projets d'éducation.» C'est donc «dans la variété» de ces groupes justement distincts et multiples «qu'est la richesse d'une nation» (Père Paul Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique).

La reculade

François Mitterrand et son ministre de l'Éducation, Alain Savary, n'ont pas mis longtemps à se rendre compte que leur programme initial de «nationalisation» des écoles privées (le mot n'a jamais été prononcé dans ce contexte depuis 1981) allait se heurter à une opposition assez féroce. Si l'économie avait été florissante, si les foules s'étaient bousculées pour acheter des cartes du Parti socialiste, alors peut-être le gouvernement aurait-il décidé de foncer.

Mais puisque tout va mal, est-il vraiment utile de se faire taper dessus par 79 p. cent des Français (dont 74 p. cent des électeurs de gauche) qui se prononcent pour le maintien du système actuel d'éducation (sondage IPSOS-Le Point, 5/3/84).

Déjà, en mai 82, le premier ministre Pierre Mauroy sonnait le glas du projet d'intégration complète des écoles privées en annonçant: «Il y a et il y aura plusieurs réseaux d'éducation à la disposi-

tion des Français. Mais il ne peut y avoir qu'un seul service public de l'éducation, donnant à tous les établissements qui en font et qui en feront partie les mêmes droits et les mêmes devoirs.»

Depuis, toutes les négociations avec les représentants de l'école catholique se sont donc concentrées sur ces «droits et devoirs». Une sorte de réactualisation de la loi de 1959 en somme qui aurait pu, à la limite, passer inaperçue.

Quand, en septembre dernier, le ministre Savary dépose ses propositions, la copie qu'il remet est en fait la quinzième version de son projet, un dosage impossible visant à plaire aux catholiques sans déchaîner les foudres des laïques pour lesquels «plus Savary, moins c'est laïque».

Pendant qu'on échange sur un calendrier de négociations et qu'on s'envoie propositions et contre-projets, la machine catholique commence dès l'automne la marche graduée qui la conduira aux super-mobilisations de ces dernières semaines. Paradoxalement, le nombre des manifestants est inversement proportionnel aux raisons de manifester (nous voilà en mathématiques), car plus les chances de compromis augmentent, plus augmente aussi la mobilisation. Même phénomène pour la combativité des partis de droite qui choisissent ce moment pour jeter de l'huile sur le feu. Jacques Chirac, principal leader de l'opposition, dénonce «la mainmise du pouvoir socialiste et communiste sur le cerveau de nos enfants» et ses députés promettent de déposer 5 000 amendements à un projet de loi encore inexistant. Ce combat parlementaire pourrait avoir lieu même si les évêques bénissent le projet de loi.

Au moment d'écrire ces lignes, le compromis «historique» est imminent. Les écoles privées seront soumises aux mêmes règles budgétaires que les écoles publiques, les professeurs bénéficieront d'un statut identique mais séparé de celui de leurs confrères du public et les écoles privées garderont leur autonomie pédagogique.

Les écoles privées sont donc un peu plus enserrées dans le système administratif d'État, mais les socialistes, eux, sont à plusieurs années-lumières de leurs programmes électoraux.

«Un compromis sans vainqueurs, ni vaincus» demandait-on depuis quelques semaines. On se retrouve en fait avec des vaincus de tous les côtés, surtout chez les irréductibles des deux camps pour lesquels ce compromis, comme tout autre d'ailleurs, reste inacceptable.

La nouvelle trêve dans la guerre scolaire n'est pas encore ouverte. Les généraux sont peut-être d'accord, mais les troupes espéraient autre chose qu'un statu quo modernisé.

Vous me copierez cent fois, élève Mitterrand: «Je ne déclencherai pas de bagarres, si je ne sais pas comment les arrêter.» □



Albert Juneau



UN MARCHÉ DE 2200 AVIONS

Le défi d'Airbus à Boeing

C'est maintenant officiel. Le duel Airbus-Boeing aura lieu. Les deux grands constructeurs se livreront une lutte farouche pour la conquête d'un fabuleux marché estimé à 2 200 appareils entre 1988 et la fin du siècle. Les quatre pays européens qui parrainent Airbus Industrie (la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Espagne), ont en effet annoncé le 12 mars dernier, à Bonn, la construction d'un nouvel avion civil, l'A-320, un moyen-courrier de 150 places, qui entrera en service au printemps 1988. Le modèle A-

320, qui nécessitera des investissements de l'ordre de 1,7 milliards\$, tentera de prendre place sur le vaste marché des moyens-courriers évalué à quelque 100 milliards\$.

Contre le monopole de Boeing

Sa dimension politique paraît évidente. La production des avions de ligne est dominée par trois constructeurs: Boeing, Airbus et McDonnell Douglas. Or, cette dernière société, qui est surtout spécialisée dans l'aviation militaire (les 2/3 de ses ventes), a accusé de

lourdes pertes financières dans le secteur civil et s'est retirée en novembre dernier de la course aux milliards de la prochaine décennie. La lutte oppose donc Boeing et Airbus: c'est l'Amérique contre l'Europe. Si Boeing venait à quasi monopoliser la production des courts et moyens-courriers, l'industrie aéronautique européenne pourrait être sérieusement menacée.

Ainsi, les représentants de British Aerospace (BA), qui participe au consortium Airbus, ont répété à satiété au cours des derniers mois,

que «si nous ne pouvons pas participer à ce nouveau projet (A-320), ce sera à terme la fin de l'industrie aéronautique britannique». La société BA emploie 80 000 personnes. Pour un pays comme la France, dont l'industrie militaire est relativement développée, l'expansion de la production civile est considérée comme un moyen de consolider ses positions. Chez tous les partenaires d'Airbus, l'opposition au monopole de Boeing a été clairement formulée. Compte tenu de l'ampleur des investissements, aucun pays ne pouvait seul riposter au géant

américain. Il n'y avait qu'une voie possible: la coopération.

Mais l'Airbus est aussi une véritable entreprise économique. L'A-320 représente, pour les spécialistes d'Airbus, une percée technologique importante. Même les milieux allemands, d'habitude réservés en ce domaine, ne tarissent pas d'éloges pour le nouveau-né d'Airbus: «C'est ce qu'il y a de mieux sur le plan technique», dit-on chez Lufthansa. Ce nouvel avion a gagné beaucoup en légèreté, grâce à l'emploi massif de fibre de carbone. De même, l'aérodynamisme a été sensiblement amélioré ainsi que le système de pilotage.

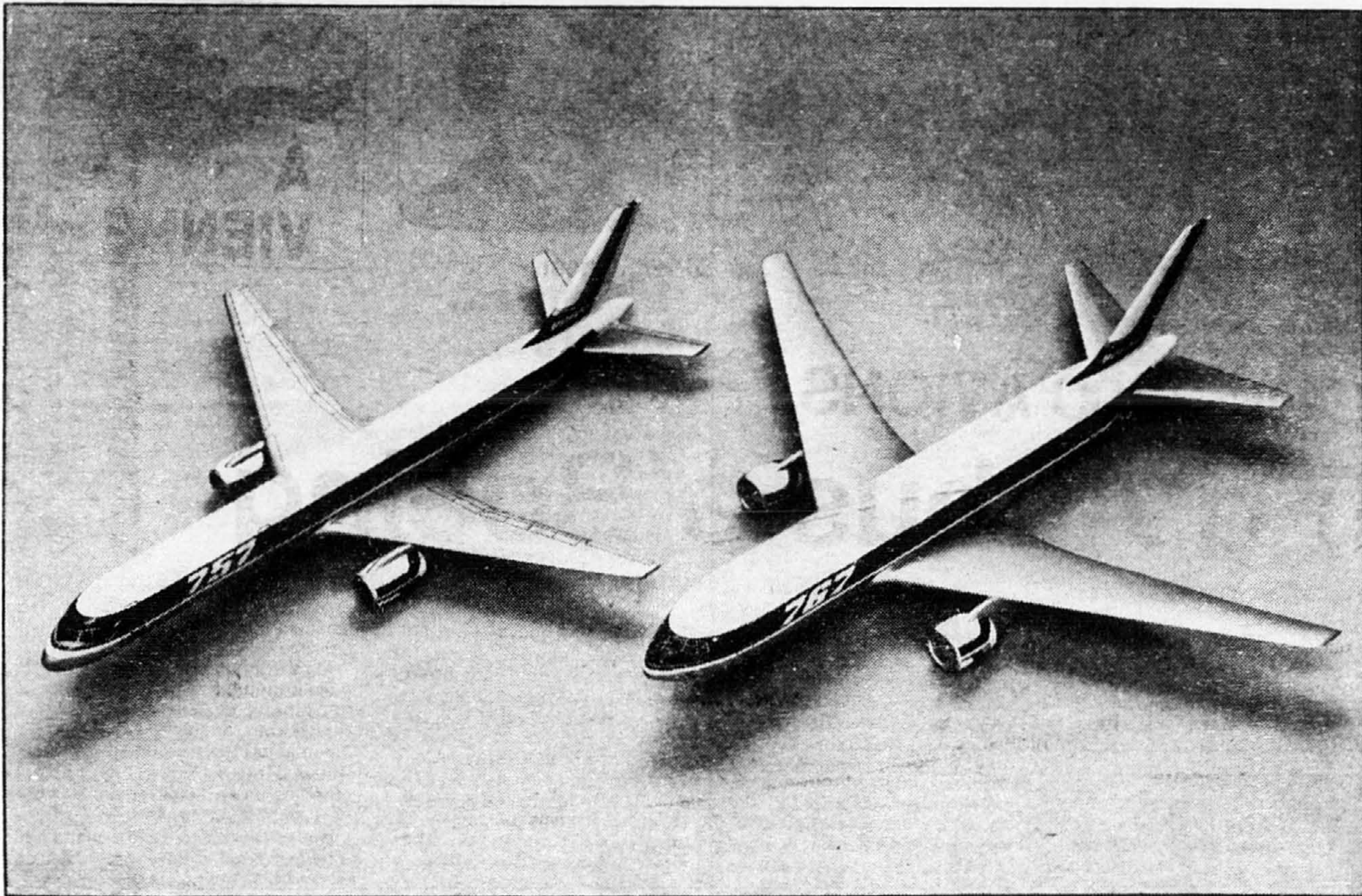
L'A-320 a été conçu pour remplacer les flottes existantes de moyens-courriers, comme les B-727, B-737, DC-9, Caravelle et le BAC-111, qui sont trop vieux ou trop bruyants. De nouvelles restrictions contre le bruit entreront en vigueur en janvier 1985 aux États-Unis, et en janvier 1988 en Europe. Ces mesures toucheront 2 000 des 6 000 avions commerciaux qui circulent actuellement dans le monde non communiste. Par ailleurs, en 1982, on estimait que le quart de tous les appareils actuels avaient plus de 12 ans et 10 p. cent entre 16 et 23 ans. Ce qui signifie qu'une bonne partie du stock actuel devra, coûte que coûte, être remplacé rapidement.

Les pouvoirs publics assumeront environ 90 p. cent du financement. Ce n'est donc pas sans hésitations que certains gouvernements, ceux de la RFA et de la Grande-Bretagne en particulier, ont opté pour Airbus. L'opération n'est pas sans risques. D'une part, le grand constructeur américain, Boeing, n'a pas l'intention de laisser un concurrent venir empiéter sur un terrain qu'il a jusqu'à maintenant largement dominé. D'autre part, le marché reste problématique en raison des incertitudes qui persistent quant à l'évolution du trafic aérien et du prix du carburant. Mme Thatcher n'avait pas caché ses craintes au mois de février dernier: «Je ne tiens pas à avoir un nouveau Concorde sur les bras», avait-elle déclaré.

La décision que viennent de prendre les Européens peut surprendre, dans la mesure où elle représente une des rares offensives audacieuses, réalisée en commun,



L'Airbus A-310; le succès financier est attendu avec l'A-320.



Les plus récents de Boeing: le 757 et le 767; bientôt, le 7-7.

→ dans le domaine industriel. S'agit-il d'un projet politique, destiné à briser le monopole américain, ou d'une véritable entreprise économique?

Les prévisions du marché varient d'un constructeur à l'autre. C'est de bonne guerre. Airbus entrevoit naturellement un marché plutôt large de 5 à 6000 nouveaux avions d'ici la fin du siècle. Les estimations de Boeing se situent entre 4 et 5000. Quoi qu'il en soit, les deux grands constructeurs semblent s'entendre sur un marché approximatif de 2200 avions moyens-courriers d'ici la fin du siècle. L'hypothèse d'Airbus est d'aller chercher le tiers de la production totale, c'est-à-dire de vendre au minimum 600 appareils pour être en mesure de rembourser les lourds emprunts et, au mieux, d'atteindre le niveau de 700, afin de faire quelque profit. Jusqu'à maintenant, l'A-320 a été commandé à 96 exemplaires, dont 51 fermes et 45 en option par cinq compagnies aériennes: Air France, Air Inter, British Caledonian, Inex Adria (Yougoslavie) et Cyprus Airways. Lufthansa et British Airways n'ont pas encore fait connaître leur choix.

300 avions en cinq ans

Airbus pourra-t-il tenir son pari? On évalue qu'un constructeur doit vendre au moins 400 appareils pour couvrir les investissements (principal et intérêts) et environ 700 pour obtenir une marge de profit comparable à d'autres secteurs. On estime aussi que si la vente d'un avion n'a pas dépassé 300 unités cinq ans après sa mise en service, les chances de rentabilité sont minces. Le constructeur qui réussit, dès les premières années, à prendre une avance, réalise des économies d'échelle impor-

tantes, alors que les coûts de développement, au départ, sont à peu près identiques pour tous les concurrents.

Or, au cours des trente dernières années, seulement deux modèles ont dépassé la marge de 700: le Boeing 727, qui a été produit à 1832 exemplaires (fin 1983) et le DC-9 de McDonnell Douglas, dont on a fabriqué plus de 1000 unités. D'autres avions américains ont atteint le cap des 400, mais pas celui des 700: les Boeing 707, 737, et 747 de même que le DC-8 de Douglas. Par contre, le L-1011 Tristar de Lockheed a été abandonné après 244 exemplaires et le pauvre DC-10 de Douglas a dû être transformé après 373 exemplaires.

Les avions européens

Des 21 modèles d'avions commerciaux en service depuis le début des années cinquante, 10 ont été construits en Europe. Le modèle qui connut le plus de succès fut la Caravelle, introduite en 1959, mais dont les ventes ne dépassèrent pas 279 exemplaires. Tous les autres ont été aussi déficitaires. Mais le test définitif ne devrait-il pas venir des deux premiers produits d'Airbus: l'A-300 et l'A-310? L'A-300 est un gros porteur de 250 sièges, lancé en 1974, dont on vendit seulement 57 unités au cours des cinq premières années. Donc, bien en deçà des 300 requis. L'A-310, un autre gros avion, fut mis en service en 1978 et son succès commercial reste très relatif. Au total, pour les deux modèles, un peu plus de 200 exemplaires avaient été vendus à la fin de 1983, bien que 350 unités aient été commandées. Plusieurs compagnies aériennes ont dû revoir à la baisse leur programme d'investissement en raison de difficultés financières.

Airbus: plus de 50 p. cent du marché

En dépit d'opérations manifestement déficitaires, Airbus a réussi une percée spectaculaire. De 1976 à 1982, sa part du marché des gros porteurs est passée de 3 à 52 p. cent. Ces quelques chiffres inquiètent Boeing, d'autant plus que Airbus a fait une brillante ouverture sur le marché qui progresse le plus rapidement, celui du tiers-monde. D'ici l'an 2000, la part du continent nord-américain dans le marché mondial passera de 48 à 39 p. cent, alors que celle du tiers-monde grimpera de 30 à 40 p. cent et que celle de l'Europe restera pratiquement stable.

D'après Boeing, si Airbus a pu s'imposer, c'est seulement parce qu'il a été largement subventionné. Le géant américain prétend que son concurrent européen a reçu au moins 5 milliards\$ (estimation de 1982) pour affronter la compétition. Boeing soutient que chaque appareil Airbus reçoit une aide publique de 6 à 7 millions\$, soit à peu près le quart du coût d'un appareil. Cet argument de Boeing est fondé, mais les chiffres sont difficiles à vérifier étant donné que Airbus n'est pas obligé de publier ses comptes. Par ailleurs, Boeing ne peut cacher qu'il jouit d'un appui gouvernemental indirect, grâce aux contrats militaires du Pentagone, qui ont représenté 37 p. cent de ses ventes et 35 p. cent de ses revenus au cours des cinq dernières années.

L'inquiétude fondamentale de Boeing vient du fait qu'advenant une reprise réelle du marché à la fin des années 80, le géant américain serait mal placé pour en profiter car il doit, au préalable, rentabiliser un investissement de 4 milliards\$ qu'il a effectué pour développer et produire deux modèles

nouveaux, le 767 et le 757, ainsi que des nouvelles versions de prototypes existants. Le 767, un appareil de 220 sièges, doit concurrencer le A-310 d'Airbus. Le 757 est un biréacteur de 180 sièges qui a été mis en service au début de 1982. Boeing a bien annoncé en juin 1983 son intention de développer un nouveau 150 places, le 7-7, qui devra rivaliser avec l'A-320 d'Airbus. Mais ce projet est encore sur la table à dessin.

En fait, devant l'incertitude du marché et ses engagements financiers considérables, Boeing préfère offrir une gamme variée de produits, dérivés des modèles existants, dont les coûts sont supportables. Dans cette perspective, la société Boeing a développé divers 737 remotorisés, beaucoup plus économiques, donc attrayants pour les compagnies aériennes et pas trop risqués pour elle. Il semble néanmoins que les 767 et les 757 continueront à peser lourd dans la bourse du géant américain.

Pour les experts de Boeing, l'avenir du marché de l'aviation civile dépendra en particulier de deux facteurs: le prix d'achat des appareils (environ 25 millions\$ en 1984) et le coût du carburant. Une augmentation rapide des prix du kérosène pourrait pousser les compagnies à se doter d'appareils nouveaux, économiques en énergie, fussent-ils d'un prix élevé. Au contraire, une stabilisation des coûts inciterait à l'achat d'avions plus gourmands, mais meilleur marché. Boeing estime que le prix du kérosène ne changera pas de manière significative avant 1988, mais qu'il augmentera de 8 à 10 p. cent annuellement par la suite.

Autant de données qui rendront le duel Boeing-Airbus très serré. □

plus

éditeur
Jean Sisto

éditeur adjoint
Réal Pelletier

secrétaire de rédaction
Manon Chevalier

collaborateurs
au Québec

Berthio
Philippe Barbaud
Maurizia Binda
Françoise Côté
Gil Courtemanche
Antoine Désilets
Jean-François Doré
Claire Dutrisac
Andrée Ferretti
Pierre Godin
Serge Grenier
Gérard Lambert
Adèle Lauzon
Yves Leclerc
Marie Lessard
Mario Masson
Pol Martin
Simone Piuze
Pierre Racine
Georges Schwartz
René Viau

Ottawa André Pratte
Toronto Patricia Dumas
Calgary Diane Hill
Vancouver Daniel Raunet
New York Trevor Rowe
Managua Jacques Lemieux
San Salvador Edith Coron
Paris Jean-François Lisée
Rome Jean Lapiere
Bruxelles Claude Moniquet
Chypre Robert Pouliot
Vienne Albert Juneau
Tokyo Huguette Laprise
Taiwan Jules Nadeau

PLUS publie également des reportages exclusifs obtenus de l'Agence France-Presse, de l'agence Inter Presse Service, de Reporters associés et de Télémedia.

publicité

générale: Probec5 Ltée
Tél.: Montréal 285-7306
Toronto (416) 967-1814
de détail: La Presse, Ltée
Tél.: (514) 285-6874

Le magazine PLUS est publié par Hebdobec Inc., C.P. 550 Succursale Place d'Armes Montréal H2Y 3H3, monté et imprimé par LA PRESSE, Ltée. Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction réservés.

président du conseil
d'administration
Roger D. Landry

directeur général
Jean Sisto

responsable des
cahiers spéciaux
Manon Chevalier
secrétariat
Manon Beaulieu

Tél.: (514) 285-7319

TRÈS CHER CHALLENGER



SCIENCE ET LOISIRS

Inspirez... expirez...

• La respiration

L'oxygénation du flux sanguin influence plus ou moins directement tous les mécanismes du corps humain. La respiration assure les échanges gazeux qui permettent l'oxygénation du sang, qui est essentielle à la vie. Pour réussir efficacement ces échanges, les différentes parties du système respiratoire présentent diverses caractéristiques physiologiques et sont soumises aux mouvements d'air créés par l'inspiration et l'expiration. Un montage simple vous fera comprendre le mécanisme de la respiration.

Pour bien comprendre le fonctionnement de la mécanique respiratoire, réalisez le montage illustré à la figure 2.

b Montage

Coupez le fond d'une bouteille de plastique transparente avec un bon couteau. Une bouteille d'eau minérale ou de liqueur douce fera l'affaire.

Préparez maintenant vos poumons. Fixez un ballon de baudruche au bout de chaque branche d'un tube en forme de Y. Certains petits accessoires de plomberie présentent cette forme. Utilisez des petits élastiques ou encore de la colle époxy pour maintenir le ballon bien en place. Insérez l'extrémité libre du tube dans un bouchon troué. Attention, le diamètre du trou doit s'adapter parfaitement à celui du tube; le tout doit être hermétique. Bouchez finalement la bouteille en introduisant le bouchon par le fond ouvert. Vérifiez de nouveau si le tout est bien hermétique.

a Matériel

- Une bouteille de plastique transparente de grand format
- Un bon couteau
- Un tube en forme de Y
- Un bouchon de caoutchouc ou de liège percé d'un trou
- Deux ballons de baudruche («ballounes»)
- Une membrane de caoutchouc simple (ou un autre ballon de baudruche)
- Deux petits élastiques
- Un grand élastique
- De la colle époxy (si nécessaire)

Le système respiratoire se compose de plusieurs éléments formant un ensemble destiné à assurer un échange gazeux entre l'air et le sang. Le schéma de la figure 1 illustre ces diverses composantes.

Le diaphragme maintenant. Couvrez le fond de la bouteille d'une membrane de caoutchouc souple et fixez solidement le pourtour de cette dernière à la bouteille avec un grand élastique ou de la colle. Si vous utilisez de la colle, attendez qu'elle soit bien sèche avant de poursuivre.

Étirez la membrane de caoutchouc. Que se passe-t-il? Pourquoi?

Si la membrane de caoutchouc correspond au diaphragme, à quelles parties du corps humain pouvez-vous identifier les différentes pièces du montage?

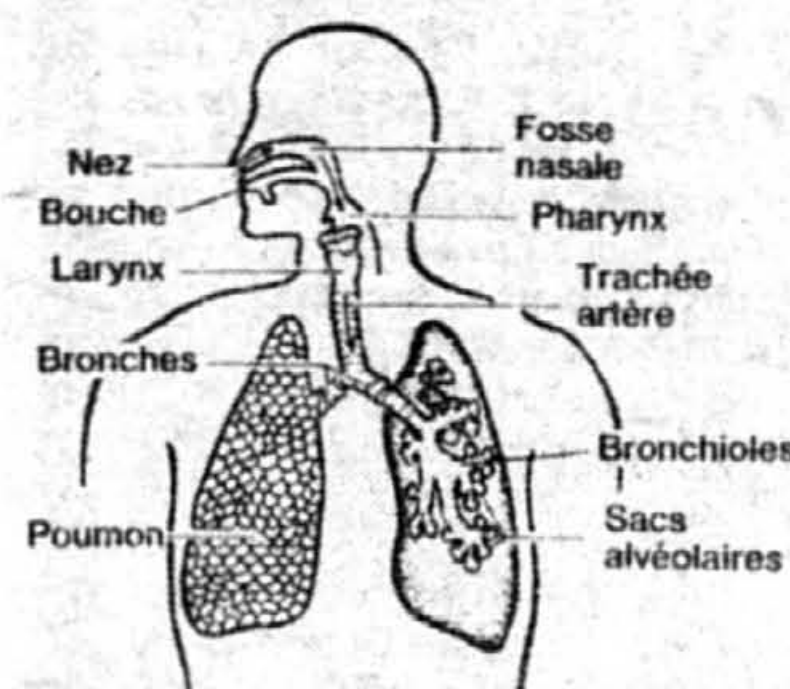


Figure 1

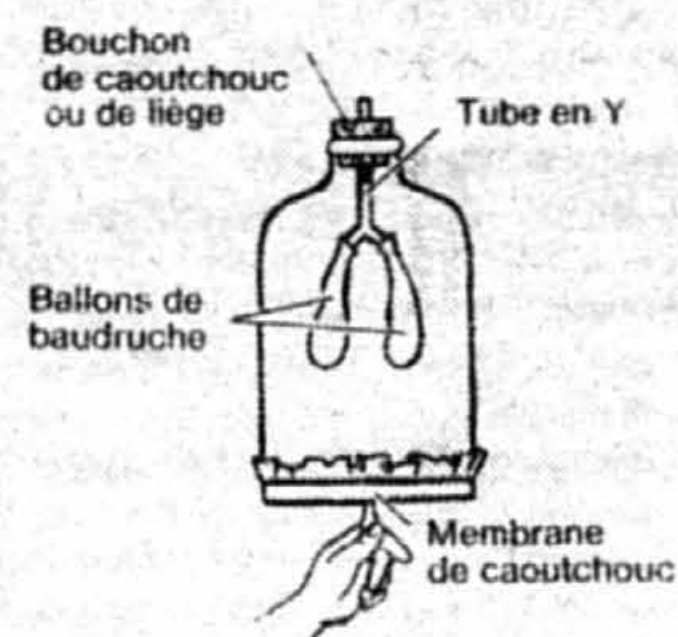


Figure 2

Si vous avez des commentaires ou des suggestions à nous faire parvenir, ou si vous rencontrez des difficultés, écrivez-nous à l'adresse suivante: Technica Ltée, C.P. 337, Succursale de Lorimer, Montréal (Québec), Canada H2H 2N7.

Les lettres qui demandent une réponse devront être accompagnées d'une enveloppe adressée et affranchie.

Les expériences contenues dans cette chronique sont tirées et adaptées de deux recueils d'activités scientifiques: «Au bout de la science» et «Comme l'oeuf de Christophe Colomb», éditées par Technica Ltée, (c. 1982 et 1983). Coordination: Santo Tringali.

DEMAIN
L'AN 2000

Yves Leclerc



Au-delà du traitement de texte, le traitement d'idées

Chaque fois que l'homme adopte une nouvelle technologie, il commence par s'en servir pour faire de manière plus efficace des tâches qu'il accomplissait déjà autrement. Il faut des années, parfois des décennies, pour qu'apparaissent des formes d'utilisation qui soient vraiment nouvelles, et qui soient propres à la nouvelle machine ou au nouveau processus.

L'ordinateur aussi vit une telle évolution. Au départ, il s'est contenté de reproduire, plus vite et mieux, les opérations des machines à calculer mécaniques qui l'avaient précédé. Puis, graduellement, on a découvert que sa nature propre était d'être non une calculatrice, mais une machine à manipuler de l'information.

Si bien qu'aujourd'hui, une grande partie des utilisations de l'ordinateur (et en particulier du micro-ordinateur) ne sont plus orientées vers le calcul, mais vers le classement, le stockage et la consultation de données de toutes espèces, dont une fraction seulement ont une signification numérique.

Deux des applications qui manifestent le mieux cette tendance sont le traitement de texte et la gestion de base de données. Dans les deux cas, le calcul, si même il est présent, n'est qu'un élément secondaire du processus; l'essentiel, c'est la manipulation de symboles pour arriver à la production de textes dans un cas, de rapports ou de schémas dans l'autre.

On objectera qu'ici encore, l'ordinateur imite des appareils déjà existants: la machine à écrire dans ce cas, le classeur et le fichier dans l'autre. Et c'est juste. Cependant, plus on avance, plus les logi-

ciels de SGBD et d'édition de texte offrent des fonctions et des capacités dont leurs ancêtres mécaniques sont bien incapables.

Une nouvelle espèce

Depuis quelques mois, une troisième «famille» de logiciels de manipulation de données est apparue sur le marché, encore peu connue, mais qui pourrait provoquer dans l'univers de la bureautique une révolution comparable à celle des tableurs de type Visicalc il y a trois ou quatre ans, de Wordstar depuis deux ans, et de Dbase II et Lotus 1-2-3 plus récemment.

C'est ce qu'on commence à appeler les systèmes de «traitement d'idées» (idea processing) comme le Thinktank de Living Videotext et le Zyindex de Zylab.

Je n'ai pas eu l'occasion d'essayer ce dernier, mais en gros il s'agit d'un «créateur d'index» qui permet de retrouver dans un texte enregistré sur ordinateur n'importe quel mot ou série de mots.

Alors que le rôle d'un traitement de texte est de permettre la création de texte et son édition en vue de l'impression sous forme de document, celui de Zyindex est beaucoup plus de permettre l'analyse d'un texte existant, pour y retrouver un argument ou une chaîne de raisonnements, pour en extraire une théorie, pour en évaluer la tendance.

En ce sens, Zyindex permet d'aller un pas plus loin que le traitement de texte. J'imagine facilement son utilité, par exemple, pour étudier sans avoir à le lire en entier un long rapport enregistré sur dis-

quette, ou pour extraire d'un document au contenu varié les éléments qui ne portent que sur un sujet particulier.

Un outil de création

Thinktank, que j'ai eu l'occasion d'essayer, est aussi un instrument de manipulation d'idées, mais sa fonction intervient avant, plutôt qu'après, la création d'un texte. Plutôt qu'un outil d'analyse, c'est un outil de création.

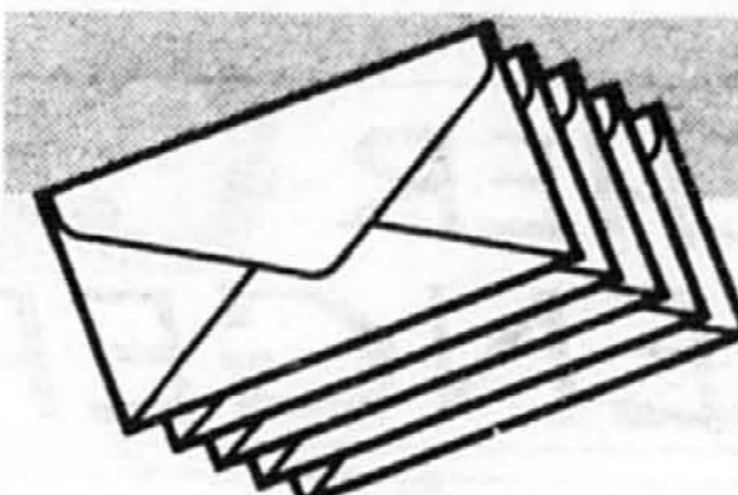
Son idée de base est très simple: un peu comme un traitement de texte, mais de manière beaucoup plus structurée, il permet d'inscrire des mots, des phrases, des idées. La différence est que ces idées sont «hiérarchisées» et subdivisées, un peu comme les chapitres, les sous-chapitres et les paragraphes d'un livre.

C'est au moment de la conception d'un projet, d'un article, d'un ouvrage que Thinktank a toute son utilité. Par exemple, vous commencez par une idée générale du thème à traiter. Ensuite, vous inscrivez dessous, en vrac, plusieurs idées secondaires. Ceci fait, vous décidez lesquelles sont les plus importantes, et vous les rattachez directement à l'idée principale. Les idées mineures, elles, seront regroupées sous chacune de ces «têtes de chapitre», et ainsi de suite, jusqu'au degré de précision que vous souhaitez. Si vous changez d'idée, vous pouvez intervertir l'ordre, éliminer des éléments, en rajouter, ou en modifier le niveau d'importance dans la structure.

À chaque étape, vous pouvez décider du niveau de détail que vous voulez voir: le programme vous permet de masquer, ou de faire réapparaître, les niveaux inférieurs de la structure, un peu comme un zoom de caméra permet de grossir ou d'éliminer les détails de l'image.

Thinktank ne sert pas d'ailleurs que pour des textes; il peut être utile à n'importe quel projet qui exige une étape de réflexion, de conception et de planification: cours, film, projet de vacances, plan de carrière...

Je ne veux pas ici prétendre que Zyindex et Thinktank sont des produits miracles: vous n'en tirerez que ce que vous y aurez mis. Mais tous deux réalisent fort bien la fonction qui est de plus en plus celle de l'ordinateur personnel: nous permettre de travailler et de manipuler l'information sans avoir à nous soucier du travail routinier de copie, de reclassement, de recherche mécanique. □



LE COURRIER

J'ai eu ces derniers jours beaucoup de réactions en personne et au téléphone sur le thème du piratage des programmes. Probablement la critique la plus articulée est venue de Louis-Philippe Hébert, patron de la maison d'éditions Logidisque (à laquelle je mentionne tout de suite que je suis lié, ayant écrit pour elle un livre et deux logiciels). Son argumentation est la suivante:

«Je suis d'accord en théorie avec vos idées sur la multiplabilité des médias électroniques, et sur l'idéal du logiciel gratuit ou presque pour tous. Mais ceci n'est pas applicable aujourd'hui, parce que le système économique sous lequel nous vivons ne le permet pas sans gravement pénaliser ceux qui produisent le logiciel.»

«Auteurs et éditeurs vivent des droits perçus sur chaque exemplaire vendu, et toute copie illégale les prive donc d'une partie de leur argent honnêtement gagné. D'autre part, si les programmes sont piratés, cela a deux conséquences: les logiciels se vendront plus cher pour ceux qui les achètent légalement, et il s'en fera moins, puisque cela n'est pas rentable. Des deux côtés, les usagers y perdent à la longue, et de toute façon, tant que le mode de rémunération demeurera ce qu'il est, toute copie se fait aux dépens des gens qui ont travaillé pour créer le logiciel. Et donc, malgré ce que vous dites, PIRATER C'EST VOLER.»

RÉPONSE: En gros, et dans les circonstances actuelles, Louis-Philippe Hébert a raison. Tant que les programmes seront produits comme des objets industriels, le fait de les copier prive quelqu'un (moi le premier, dans le cas d'au moins une commission scolaire dont je sais qu'on y a fait de multiples copies d'un de mes programmes) du salaire qu'il devrait toucher pour le programme qu'il a écrit ou corrigé, édité et produit.

D'autant plus que dans un marché restreint comme le Québec, on n'a pas besoin de répandre beaucoup d'exemplaires illégaux d'un programme pour le rendre non-rentable pour son auteur. Pour vous donner un ordre de grandeur, mon jeu «Caraïbes», qui s'est assez bien vendu, m'a rapporté jusqu'à maintenant moins de 2 000 dollars... et il représente l'équivalent d'un bon mois de travail à plein temps.

Il ne faut donc pas s'imaginer que dans la masse d'argent qui rentre chez les auteurs et éditeurs, votre modeste copie ne paraîtra pas. Chaque copie pirate a tendance à en engendrer d'autres, et dès qu'il en existe quelques-unes en circulation, les chances qu'un logiciel de faire ses frais sont fortement réduites.

Ceci est d'autant plus vrai dans le cas d'entreprises commerciales qui, sous le prétexte de rendre le logiciel «plus accessible à tous», vendent des copies à peine déguisées à rabais... et bien sûr sans

verser un sou de droit aux auteurs originels.

D'ailleurs, le Janger de copie dans le mode actuel de production pousse les éditeurs à encourir des frais supplémentaires (qu'ils nous repassent sous forme de prix majorés) et à nous compliquer la vie en vendant des disquettes «protégées» qui nous empêchent de faire des copies légitimes, par exemple pour raisons de sécurité, ou pour avoir des copies d'un programme ou d'un utilitaire sur diverses disquettes de données qu'on utilise souvent, ce qui est particulièrement avantageux lorsqu'on a un système à une seule unité de disques.

Une autre bonne raison de copier un programme serait de pouvoir l'essayer avant de l'acheter: trop souvent, on a la désagréable surprise de se rendre compte, après avoir dépensé 100 \$ et plus pour un logiciel, que ce n'est pas ce qu'il nous faut. Et bien sûr, dès qu'on a ouvert l'enveloppe, on ne peut plus le retourner contre remboursement... précisément à cause du danger de piratage contre lequel les éditeurs tentent de se prémunir en vendant sous enveloppe scellée!

Par contre, je trouve que les éditeurs simplifient les choses avec des slogans comme «pirater c'est voler», et aussi qu'avec leur marketing (belles boîtes, cahiers à anneaux, etc.), ils font grimper inutilement le prix des logiciels. Vendre un traitement de texte ou un SGBD 250 \$ ou 400 \$, c'est à mon avis provoquer les pirates. Un livre de grand luxe, qui coûte sans doute aussi cher à produire qu'un logiciel de micro-ordinateur et qui se vend à aussi peu d'exemplaires, coûte rarement plus de 100 \$.

Dans l'ensemble, cependant, je suis obligé de donner raison à M. Hébert et à ses collègues... tout en souhaitant qu'ils ne se limitent pas à crier contre le piratage, mais qu'ils fassent de réels efforts pour ramener les prix à un niveau plus raisonnable, et pour favoriser le passage à un mode de production plus rationnel.

XEROX

Les centres de service Xerox

Nous sommes maintenant en mesure d'offrir le service d'entretien de qualité Xerox sur la plupart des marques d'ordinateur individuel et leurs périphériques.

Venez nous rencontrer ou communiquer avec nous

Les centres de Service Xerox
3542, rue Ashby
Ville Saint-Laurent, Québec

(514) 337-0502

Détaillant agréé

APPLE et ZENITH

(en affaires depuis plus de trois ans)
Logiciels de traitement de textes, de tenue de livres et de gestion de fichiers.

LIBRAIRIE

Le plus vaste choix de livres et de revues d'informatique au Canada.
(Commandes postales acceptées)

LA MAISON DE L'ORDINATEUR

et du logiciel (de Laval)
CENTRE 2000
3195, boul. Saint-Martin ouest
LAVAL (Québec)
H7T 1A3 (514) 687-9897

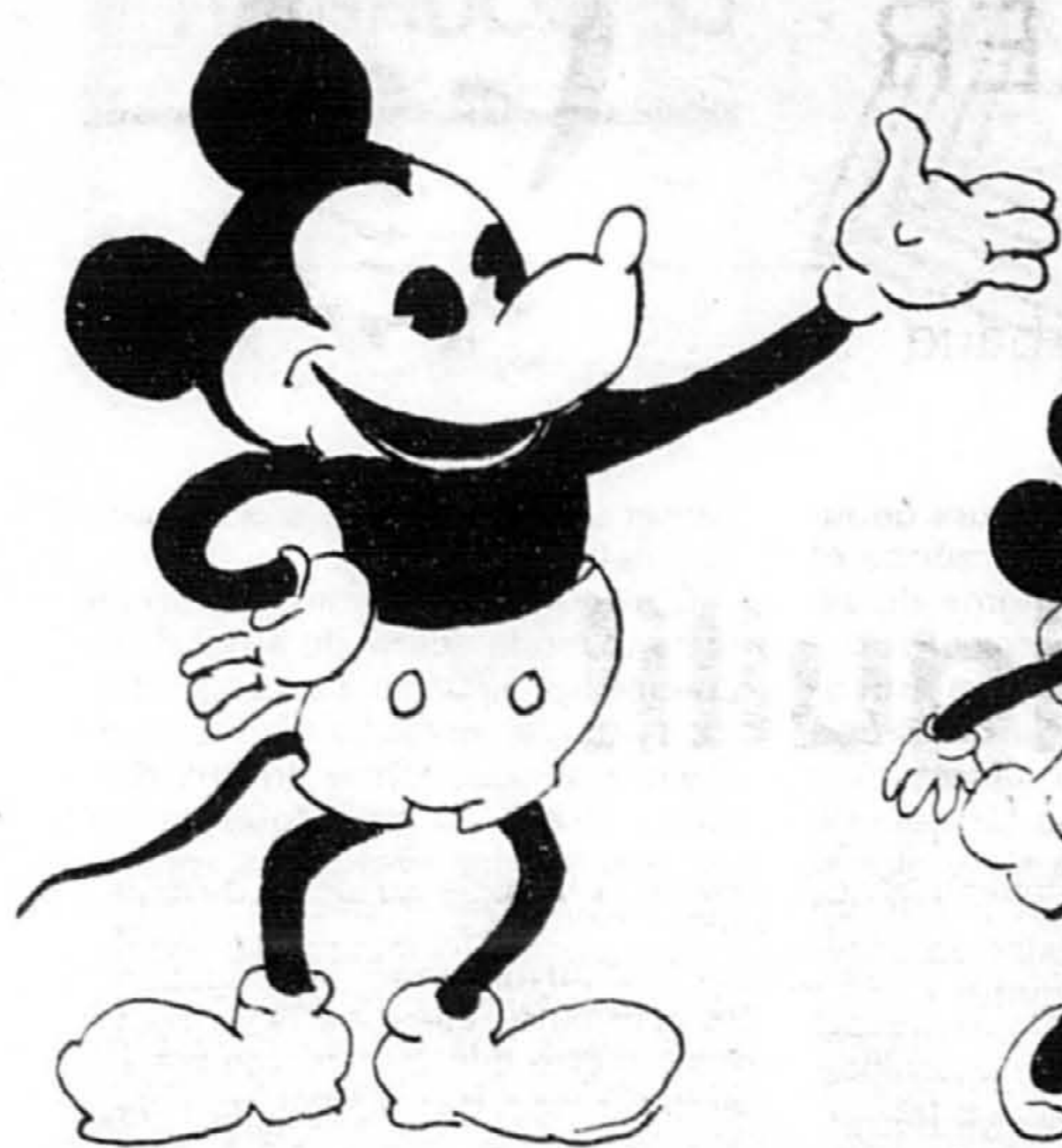
Avec Apple vous aurez un ordinateur sans papin.

Nous sommes
IBMABLES CAPAPPLES

* Enfin à un prix abordable! Un système de traitement de texte sur micro-ordinateur MEMO (Apple compatible), écran de 80 caractères par lignes, lecteur de disquettes et imprimante avec accentuation française complète à l'écran et sur papier: 1 699\$

* Marques en démonstration: IBM, Columbia, Corona, MEMO, Siemens, Panasonic, Amdek, Zenith, USI, Brother, Epson, Gemini et bien d'autres.

MÉMORISSIME INC.
LAVAL 622-1390



Cute, cute, cute!



POUR ÉCOUTER

Jean-François Doré



Pierre qui roule n'accumule pas mousse, «A rock a'rollin' don't gather dust», «Rock n'roll will never die», la vie c'est un vieux hit des années soixante. Ce qu'on ne pourrait pas faire dire à un vieux proverbe quand on s'y met. Un peu plus et je commençais à ressortir de ma mémoire les monades de Spinoza ou quelque concept oublié de Kierkegaard pour vous parler de nananne sans conséquence mais de bon nananne quand même, d'autant meilleur qu'on en est à la mi-carême et que donc c'est péché.

Voici donc deux bons bonbons, deux petits canards de Pâques, deux pommes au sucre candi, deux belles «bayettes» de barbe à papa, tout ce qu'il y a de plus cute, de plus écoutable, de plus entraînant, voire infectieux, en deux mots comme en deux mille deux disques de deux filles complètement amusants et amusantes qui nous viennent l'une de Brooklyn l'autre de London et dont le propos et la forme sont sinon rigoureusement identiques, du moins tout à fait semblables. J'ai

nommé: (sonnez gazous) Cindy Lauper et Tracey Ullman.

Tout cela ressemble peut-être à une blague mais ce n'est pas une. Il ne faut pas non plus se prendre ni les prendre trop au sérieux, même si les disques qu'elles nous proposent ont été faits très sérieusement. L'un et l'autre sont dans le son des plus purs «girls groups» des années soixante, Chiffons, Supremes, Rubettes, Shirelles et d'autres sans oublier quelques solistes comme Litta Eva, Millie Small, Patti Page et Jenny Rock. Toutes des filles qui se sont retrouvées à un moment ou un autre dans les hautes sphères des palmarès avec des chansons aussi profondément existentielles que «My boy Lollypop», «The Locomotion» et «The name game».

Cela nous procurait des heures de plaisir sain, nous qui étions dans le vent et qui jouions à la bouteille le samedi soir chez Roxanne Gagnon, et qui écoutions le «Dave Boxer Show» à CKGM en faisant semblant de faire nos devoirs. Cela dit c'était très amusant et si l'on ne cherche pas plus

loin, pourquoi d'ailleurs devrait-on nécessairement, le disque de Cindy Lauper et celui de Tracey Ullman vous procureront les mêmes grands moments d'agréable divertissement (Je vous suggère de relire ce paragraphe en imitant Pierre Lalonde ou Réal Giguère).

Vous ne me croyez peut-être pas mais le maître à penser de Cindy Lauper n'est nul autre que le célèbre Captain Lou Albano. Comment? Vous ne connaissez pas le Captain? Ben wouéyons c'est l'ancien détenteur de la ceinture de championnat mondial, version New York, des lutteurs poids-lourds toute catégorie. Pas de farces. Aïe on rit pus! Elle, elle est complètement folle. Elle parle sans arrêt d'une voix haut perchée, glousse constamment, dit des choses philosophiquement surprenantes auxquelles on a de la difficulté à croire parce que ça ne colle pas à sa voix et à son débit.

Elle fait dans le pastiche des «girl groups» mais avec essentiellement des chansons originales qu'elle publie sous la raison sociale de Rella Music. Vous pigez? Cindy (Rella) Lauper Cind er ella, Cendrillon. OuaaaH! Je m'en tape encore les cuisses de joie et de bonheur. Frappez-moi, je soubresaute de rires. Plaf! Merci. Bon mais c'est pas tout ça. Outre les quatre titres auxquels elle a collaboré, dont le très joli «Time after time» et très swingnant «She Bop» elle fait quelques versions plus qu'intéressantes dont «When you were mine» de Prince, «All

through the night» de Jules Shear, une chanson des Brains, «Money changes everything» et l'excellente «Girls just want to have fun» de Robert Hazard.

Elle hoquète en chantant, avec cette espèce de voix de V-2 passant au-dessus de la Manche, se promène avec la puissance d'un «panzerdivision» du soprano à la colorature, et lorsque sa voix étrange et magnifique se branche sur du matériel de qualité: attention au court-circuit c'est du 220 qu'il y a là-dedans. Il y a deux semaines elle se retrouvait en deuxième position au palmarès américain des 45 tours et en 16e au palmarès des trente-trois tours avec la cote d'ascension et c'est tout-à-fait-ce-qu'il-y-a-de-c'est-très-bien-comme-ça. Ça rend joyeux et ça ne mange pas de pain. Quo cupido populus? je vous le demande.

Idem pour la suivante à cette différence qu'elle n'écrit ni ne compose aucune de ses chansons. Six emprunts directs aux «sixties» allant du «Bobby's Girl» de Marcie Blane (3e position au palmarès en 1962) à «Oh what a night» des Dell's (10e position en 1969) en passant par le très spectaculaire et accrocheur «Life is a rock and radio rolled me» des Reunion, «Long live Love» de Sandy Shaw et «Move over Darling» de Doris Day. Quelques nouveautés composées pour elle agrémentent le tout et on se retrouve avec le premier microsillon de Tracey Ullman, lequel suit deux quarante-cinq

tours dont le succès en Europe a été énorme.

Il faut dire que la petite n'a pas choisi les pires chansons. Elle part gagnante avec cinq anciens «gold» peu retouchés si ce n'est avec les avantages de la technologie moderne, des musiciens supérieurs, des arrangements mieux faits et un soin particulier apporté à la réalisation ce qui, à bien y penser et somme toute n'est pas mal du tout comme améliorations. Qu'est-ce que vous en dites? Du bon sucre d'orge comme seule cette époque savait en faire, avant qu'on se pose des questions sur la Vérité, la Voie, la Vie.

Je ne lui confierais certes pas le rôle de Turandot ou de Carmen, mais elle a une fort jolie voix qui fait dans les aigus, bien placée et avec tout juste ce qu'il faut de puissance pour ne pas être confondue avec le chœur des crevettes dans la «Suite Gaspésienne» de Claude Champagne ou dans la «Java des hommes grenouilles» de Ricet Barrier. C'est frais, c'est léger, à la fraise et, comme le yogourt, ça plaira autant aux adeptes de la nourriture naturelle qu'à ceux et celles du manger «junk food» surnaturel. Tracey Ullman ne saurait tarder à retrouver Cindy Lauper dans les palmarès et c'est tout-à-fait-ce-qu'il-y-a-de-c'est-très-bien-comme-ça. Ça fait sourire et ça ne dévore pas de pâté chinois. À part un toit sur le stade qu'est-ce que vous voulez de plus? □

LES P'TITS DERNIERS

Charlotte Fauteux

CHARLÉLIE COUTURE
Extraits de la bande originale du film «TCHO PANTIN»
Island 818 028-1

Sonore ambiance, son lourd et métallique (musique concrète) résonnant bien l'anxiété; et deux chansons bien humaines, bien touchantes.

GEORGES CLINTON
You Shouldn't-nuf Bit Fish
St 12308 Capitol

Humoriste de notre époque «funk, punk, rock». «Libérez votre esprit et vos fesses suivront.» C'est son leitmotiv. Il en met tellement, du son, de la voix, du rythme, du rire, des histoires cocasses, un cirque ambulante.

JACQUES HIGELIN
Casino de Paris
Pathé 1654651 (importation)

Directement de son spectacle où il était tout à la fois, la star rock pour ses fans, le poète fantaisiste funambule, chansonnier, comédien spectaculaire, j'm'enfoutiste délirant.

MADNESS
Keep Moving
XGHS 4022 Greffin Records

Dance Rock... cliché (fin) Opération renouvellement: retour aux sources, le pop song anglais année 60 sauce 84, excentrique, électrique, merveilleux pot pourri.

THOMPSON TWINS
Into The Gap
Arista AL 8 8200

Sortir de la discothèque (leur nom est fait dans le dance rock) dans le monde et ses problèmes. Plus de symbolisme, plus de lyrisme, moins de battements à la minute.

POUR
LIRE

Andrée Ferretti



L'aventure de la création poétique

Écrivains contemporains

Entretiens 1977-1980, tome 2

par Jean Royer
éd. de L'Hexagone, Mtl, 1983, 215 p., 12,50\$

Poète et journaliste, directeur de la revue *Estuaire* et, depuis plusieurs années, critique littéraire au quotidien *Le Devoir*, Jean Royer sait mieux que personne que, même si elle peut s'avérer un guide précieux de lecture dans l'abondance et la diversité de la production littéraire, la critique journalistique ne découvre toujours, au mieux, que les significations les plus immédiatement apparentes des ouvrages commentés au jour le jour.

Il sait que ce n'est que lorsqu'elle prend la forme de l'essai que la critique littéraire, quand elle excelle, atteint et dévoile le sens profond d'une oeuvre. Or, c'est un genre difficile et les grands noms québécois, en ce domaine, se comptent sur les doigts d'une seule main. En dédiant son livre à Gilles Marcotte, comme il le fait ici, Jean Royer non seulement rend hommage à l'un d'eux, mais il indique à quelle enseigne il loge ses *Entretiens*. Pour prétentieux qu'il paraisse, il n'en a pas moins raison.

Contrairement à la vanité de l'entrevue qui ne dépasse jamais le sens de l'événement qui lui a donné lieu, l'entretien littéraire, tel que le pratique Jean Royer, se révèle, en effet, une voie d'exploration en profondeur des paysages intérieurs où cheminent les créateurs pour forger leurs oeuvres. Ainsi, d'une manière très différente, mais tout aussi révélatrice que celle de l'essai, l'entretien réussi introduit à la bonne intelligence des univers littéraires.

Dans un premier tome paru l'an dernier, également aux éditions de L'Hexagone, et réunissant quelque 30 entretiens qu'il avait eus, entre 1976 et 1979, avec des romanciers et des nouvellistes, des poètes et des essayistes, d'ici et d'ailleurs, Jean Royer nous faisait ainsi découvrir, à travers ce qu'en disaient eux-mêmes les écrivains, les diversités et les convergences des sources d'inspiration de la littérature contemporaine et de ses thèmes majeurs.

Ici, dans le tome 2, il nous invite à découvrir avec lui l'aventure de la création poétique. Animé d'une sympathie agissante, il s'entre-

tient, sous le signe d'une même interrogation, avec 27 poètes, femmes et hommes, en majorité du Québec, mais quelques-uns venant également d'Europe et d'Amérique latine. Il engage le dialogue avec eux. Puis, il se tait. Il écoute. Alors, infailliblement, la réponse submerge la question. Nous entendons, belles et profondes, les voix de celles et de ceux qui la forgent, nous raconter l'odyssée de la poésie actuelle.

De Roland Giguère à Paul-Marie Lapointe, de Nicole Brossard à Marie Uguay, de Gilbert Langevin à Pierre Perrault, en passant par des poètes aussi différents que Lucien Francoeur et Alfred Desrochers et par ceux qui viennent d'aussi loin que de Hongrie et d'Uruguay, de tous sans exception, nous apprenons que c'est la recherche toujours inquiète d'une coïncidence possible entre le mot et le monde qui fonde toute démarche poétique. Vingt-sept poètes, quelle que soit, par ailleurs, la singularité absolue de leur cheminement et de leur oeuvre, nous disent que la quête incessante d'un état essentiel de la parole est, au coeur de leur existence, l'exigence extrême qui féconde leur oeuvre.

Et parce que cela nous est dit de la bouche même des poètes, chaque entretien apparaît lui-même comme un véritable poème. De page en page, nous éprouvons la joie de voir s'élaborer sous nos yeux le travail secret du poète, de voir la parole investir les objets les plus divers, les plus complexes comme les plus simples, les plus rares comme les plus quotidiens, et parvenir, en les nommant, à donner une dimension nouvelle aux choses. Je ne connais pas de plus belle et de plus puissante incitation à la lecture des oeuvres poétiques que ce petit livre d'entretiens.

D'autant plus qu'il est également un objet qui réjouit l'oeil. Le travail d'édition est en effet tellement admirable qu'il m'apparaît important et juste de le souligner. D'une élégance classique, la couverture de Jean Côté est à la fois chatoyante et d'une parfaite sobriété, même si elle affiche les noms de tous les poètes présents aux rendez-vous de Jean Royer. La mise en page est de même venue, aérée, dynamique, rigoureuse. Imprimé en caractères nets et variés, le texte, c'est devenu rare, ne recèle aucune coquille.

Mais la beauté visuelle de cette édition de L'Hexagone tient, néanmoins, avant tout, aux admirables photos de Kéro. Chacune est un portrait qui laisse éclater une vérité de l'être si intense, une intériorité si singulière qu'au-delà du visage du poète, c'est le visage même de la poésie que cette grande artiste nous fait embrasser d'un seul regard. Photos qui révèlent si bien «l'âme des poètes» qu'à elles seules, elles suscitent le désir irrépressible de pénétrer plus avant dans leur univers.

Évidemment, ce *livre des poètes*, comme le qualifie Jean Royer, ne résout pas l'énigme de la création poétique, mais il nous fait participer à une véritable fête du coeur et de l'esprit. □

Jean Royer ÉCRIVAINS CONTEMPORAINS

ENTRETIENS

2

Michel Beaulieu Nicole Brossard Françoise Bujold
Paul Chamberland François Charron Alfred Desrochers
Claude Esteban Lucien Francoeur Roland Giguère
Suzanne Jacob Michèle Lalonde Gilbert Langevin
Gatien Lapointe Paul-Marie Lapointe Clément Marchand
Robert Marteau Henri Meschonnic Pierre Morency
Suzanne Paradis Pierre Perrault Cristina Peri Rossi
Alphonse Piché James Sacré György Somlyó
Marie Uguay Michel van Schendel Kenneth White

1977-1980
L'HEXAGONE

PARLER
D'ICI

Philippe Barbaud



Guiliguili!

Cette jeune femme s'occupe beaucoup de son enfant. J'observe leurs agissements. Il serait plus juste de dire que «j'écornifle» comme d'ailleurs tous ces passagers lassés de publicité murale: que faire d'autre en attendant le métro. Bref, j'assiste à une scène banale et anodine, mais fort passionnante quand même, de l'éducation sur le vif.

L'enfant — il doit avoir environ trois ans et demi, soupesai-je — répond manifestement aux sourires de sa mère, à ses mimiques engageantes, à sa gestuelle efficace et prévenante. J'entends distinctement la voix claire de la maman: — «Pas touche, non, pas touche!»; «Bobo, fais-toi pas mal à la mainmain!»; «Pas taper, non, pas taper le monsieur!»; «Fais riri au gentil monsieur, oui, fais guiliguili à lui!»; «Non, pas faire tape-tape au monsieur; fais tata à lui; dis tata au monsieur!»; «Il est fin, Bouboule, il est ben fin, Bouboule!»

Domage que la rame, s'extrayant enfin de son tube, me ramène brusquement sous terre. Le quai s'anime, chaque wagon avale sa ration d'usagers et je me retrouve à quelques sièges de nos sujets parlants. Tout ce que vient de dire cette jeune maman à son «toc-son», pensai-je, est sûrement un petit échantillon de ses pratiques langagières les plus familières et les plus constantes. Il illustre avec évidence ce qu'on appelle communément le langage-bébé. Dans certains milieux scientifiques, on préfère aujourd'hui parler de L.A.E., un abrégé pour «langage adressé à l'enfant» en raison de la connotation péjorative de l'autre expression.

Si peu significatif que soit ce petit épisode, je demeure persuadé d'avoir assisté au court métrage de la transmission du langage par la mère et de son acquisition naturelle par l'enfant. Se peut-il que ce soit de cette manière que le Bouboule en question apprenne à parler? Assurément, sans l'ombre d'un doute. S'en convaincre signifie alors que le langage-bébé est important, qu'il a sa raison d'être qui va bien au-delà de la simple nécessité pour l'adulte de «se mettre à la portée» de l'enfant, même si dans ce que je viens d'entendre on retrouve les défauts classiques qui ont contribué à en discréditer la valeur.

Un aspect positif du langage-bébé réside dans cette simplification ordonnée, conduite par l'adulte qui «fabrique» le langage enfantin, de la phraséologie du français. Le jeune locuteur en dégage inconsciemment l'information per-

tinente à la mise au point de son parler. C'est la raison pour laquelle il faut savoir doser la réduction des phrases; elles ne sauraient toutes n'être que du langage-bébé, car pour accéder au langage de l'adulte, le jeune locuteur a besoin d'être «exposé» aux énoncés propres aux grandes personnes. Dans le cas présent, il faut que l'enfant puisse entendre aussi souvent: «Fais-lui guiliguili» que «Fais guiliguili à lui» ou encore «Ne touche pas, ne tape pas, ne te fais pas» aussi souvent que «Pas touche, pas taper, fais-toi pas.» Il est crucial pour l'enfant qu'on s'adresse à lui «en adulte» pour qu'il décèle le matériau linguistique dont est fabriqué le parler des locuteurs accomplis.

Un second aspect du langage-bébé qui requiert de l'adulte beaucoup de clairvoyance consiste à ne pas recourir trop fréquemment à des mots qu'on invente sur le modèle de ceux qui sont si typiques du langage enfantin du genre «guiliguili», «bobo», «pipi», «dodo», «caca», «zizi», «toutou», etc. Non pas que de tels mots soient répréhensibles, au contraire. Ils jouent en effet un rôle non négligeable dans le processus de discrimination auditive. Dans tous les peuples et dans toutes les langues, semble-t-il, on retrouve le même répertoire de ces mots à syllabe redoublée, en particulier en ce qui a trait aux mots onomatopéiques de l'univers des animaux. Par exemple, en français, nous avons: «coïn-coïn», «miaou-miaou», «cui-cui», «oua-oua», «meuh-meuh», etc.

Dans ce que je viens d'enregistrer, j'avoue être chiffonné par «mainmain» au lieu de *main*, par «riri» au lieu de *sourire*, par «tata» au lieu de *au revoir* et surtout par «faire tape-tape». N'insistons pas sur «Bouboule»... Ce genre d'inventions langagières accentue le caractère inhibiteur que le langage-bébé possède à certains égards. Si leur emploi devient trop fréquent et systématique, l'enfant manifestera vers l'âge de 5-6 ans une opposition de plus en plus marquée à cette sorte de parler infantile parce que ce dernier ne répond pas à ses besoins profonds en matière de langue maternelle.

Mentalement prédisposé à s'approprier le parler qu'il entend autour de lui, l'enfant sollicite l'expérience linguistique la plus complète qui soit. Le soustraire aux formes les plus complexes du français moderne, c'est le faire végéter en quelque sorte, durant une période de sa vie pour laquelle il n'y a pas de rattrapage possible. □

PLEIN AIR

Maurizia Binda



Le canot de randonnée

La rivière, suite ininterrompue de tons bleus au jaune-verts, est ici marécageuse, là, tumultueuse. Au Québec, plus de 26 000 km de cours d'eau constituent un milieu propice à l'observation de la faune et de la flore à bord du canot.

L'eau et le bois sont indissociables. Le tronc d'arbre n'est-il pas à l'origine du canot, de toute embarcation? La branche n'est-elle pas l'ancêtre de la pagaie? Le mot canot désigne l'embarcation de type amérindien mue par une pagaie simple. Le pagayeur s'y tient miagenouillé. La création du canot il y a 30 000 ans s'explique par la constellation de nappes d'eau sur le territoire québécois. Fait à même l'écorce de bouleau à l'origine, le canot est aussi connu sous le nom de canot canadien.

Et le canoë? Il s'agit d'une embarcation apparentée au canot, soit très effilée en vue des courses de vitesse soit pontée, en vue de la traversée de rapides. Dans le cas du kayak, c'est une autre paire de manches. L'occupant est assis dans un bateau ponté, mû par une pagaie double, dans lequel il se glisse par une étroite ouverture. Beaucoup moins volumineux qu'un canot, il est aussi plus léger (17 kg). Fait à signaler, on emploie couramment le terme canoë-kayak pour désigner un canoë ou un kayak.

Dans le cas des performances spectaculaires en eau calme ou vive dont nous traiterons dans un prochain article, la compétition sportive dame parfois le pion à la dimension plein-air. Il en va tout autrement du canot récréatif (canadien), dont la fin première consiste dans la contemplation de la nature au fil de l'eau. «C'est un peu comme la randonnée pédestre par rapport à la marche olympique», fait remarquer François Boulanger de la Fédération québécoise de canot-camping (FQCC).

«Le canot-camping est une des dimensions du canot récréatif. C'est se préparer à passer le week-end au Mont-Tremblant, c'est un état d'esprit qui commence le vendredi soir dans la délicieuse perspective de trouver des endroits inaccessibles autrement que par voie d'eau. C'est devenir un peu coureur des bois», fait remarquer Joel Reeves, peintre paysagiste à ses heures. Bref, le canot-camping, c'est l'antithèse du camping sédentaire, car il permet d'aller de coin vert en coin vert au fil de l'eau, portage ou pas.

Comment choisir un canot? En principe, il dure toute une vie; raison de plus pour déterminer l'objectif de l'achat. Deux heures de détente sur la rivière des Mille-Iles ou trois jours le long du Richelieu. Les prix varient de 350\$ à 600\$ pour un canot de randonnée. La fibre de verre, le cèdre entoilé, le plastique moulé et l'aluminium sont les matières les plus employées. Les modèles courants fabriqués au Québec, notamment le Radisson, le Vigeant, le Grunmann, mesurent environ 3,5 m et pèsent 15 kg en moyenne. En cas d'accident, de l'écorce de bouleau et de l'épinette suffisent pour le réparer.

«Le temps s'écoule goutte à goutte. On a l'impression de vivre en symbiose avec la nature, de découvrir des zones inexplorées», explique Joel Reeves qui se la coule douce pendant une semaine le long de la rivière Ouareau, région riche en flore diversifiée.

Le long des rivages, la flore se divise en trois groupes. La forêt tempérée dans les parties peu exposées aux vents froids. Elle est riche en feuillus (érable, merisier, orme, frêne) dans les parties peu exposées aux vents froids, et de certains conifères sur les versants nord. Deuxièmement, on trouve la forêt boréale dans la haute plate-forme. C'est le domaine de l'épicéa, du sapin baumier et de quelques feuillus (bouleaux et trembles). En dernier lieu vient la toundra, règne du lichens et de la mousse.

Le printemps est dans l'air! Les rivières dégèlent lors de la deuxième quinzaine d'avril, les lacs suivent deux semaines plus tard. Plus au nord, dans le parc de la Vérendrye, l'eau reste glacée jusqu'au début mai.

Quels sont les parcours canotables? Leur classification se fait en fonction de la longueur du parcours: fin de semaine, moins de 50 km; une semaine, de 126 à 250 km; trois semaines, 251 km et plus.

«Près de Montréal, la rivière l'Acadie est intéressante comme ballade de week-end. De Napierville à l'embouchure du Richelieu, il y a 47 km de rives sauvages. On y accède par la route 104, précisent Joel et Anne Reeves. De nombreux sites historiques jalonnent les 130 km du Richelieu... Fort Chambly, Fort Lennox et le site archéologique indien de Sorel. Nous l'avons parcouru en six jours dans

notre Radisson, en allant de Saint-Jean jusqu'au lac Champlain, en campant à l'Île-aux-Noix.»

«La descente de la rivière du Diable est un autre parcours fort populaire», souligne Anne en montrant la carte **Les parcours canotables du Québec** de la FQCC. La rivière voisine des langues de terre sauvages, des vallées encaissées, et s'amuse parmi les chutes. On accède à la rivière par la barre de Saint-Faustin ou de Saint-Donat, et le terrain de camping entre les lacs Monroe et Chat est réservé aux canot-campeurs. Le parcours de 100 km se divise en cinq sections de 15 à 30 km et il est à noter que du lac Laplante au lac Monroe (15 km) les rives escarpées rendent les portages difficiles, pour ne pas dire impraticables. Certaines rivières se prêtent autant à de longues expéditions qu'à des excursions courtes et faciles. À titre d'exemple, il y a une section présentant peu de difficultés entre Labelle et Huberdeau le long de la rivière Rouge. Il n'y a aucun rapide entre Labelle et Brébeuf et toute la section est ourlée de plages de sable blanc.

Comment s'initier au canot à peu de frais? Il existe 22 clubs regroupant 5 000 membres au Québec. Chaque année, 20 000 jeunes s'initient à cette activité dans les camps du Québec, et différents organismes offrent des stages d'initiation. La FQCC n'organise pas de sorties de week-end. Elle travaille néanmoins avec les intervenants du plein air et les organismes privés. «Le nouvel adepte trouvera l'encadrement nécessaire auprès d'organismes privés, spécialisés en plein air, qui mettent l'équipement, la nourriture et des moniteurs au service de petits groupes», explique François Boulanger. Dahu, Explo-Nature, Détour-Nature et même l'UQAM offrent des stages d'initiation. Le coût: environ 100\$. Michel Chalfour de Dahu: «Le week-end d'initiation se décompose de la façon suivante: ½ journée en eau calme, ½ journée en eau calme et 1 journée consacrée à la descente d'une rivière. Un peu pour tous les goûts, afin de voir si le pagayeur préfère la rêverie sur eau calme ou l'aventure sur les flots tumultueux. Pas de compétition...»

C'est l'aviron qui nous mène... loin des eaux troubles de la vie trop rapide. □

EN MARGE DU SPORT

Georges Schwartz



Deux poids, deux mesures

La principale tare du sport au Québec, c'est qu'à peu près personne ne l'approfondit et que pourtant tout le monde s'en mêle. Du Premier ministre jusqu'au dernier radoteur des lignes ouvertes, chacun prend le sport pour un sujet facile et aucun ne le considère comme un quelconque indicateur politique ou économique. Alors que justement, en étalant ses contradictions au grand jour, le sport nous renvoie le reflet le plus fidèle de notre société.

Comme en fait foi le tête-à-tête effectué par le ministre du Loisir, qui vient de prendre en marche le train constellé de médailles de Gaétan Boucher pour lancer une politique du sport d'élite en opposition totale avec son penchant passé pour la masse, les penseurs sportifs du PQ et les technocrates du ministère semblent affligés de la même incapacité de dégager une approche globale du sport.

La problématique du sport québécois découle principalement d'un manque d'indépendance, ou plus précisément de sa sujétion au sport américain. Ce n'est pas le moindre des paradoxes qu'un parti voué à la souveraineté du Québec n'ait pas su déceler ou feint d'ignorer cet accroc à l'article premier de son programme. Pourtant une telle dépendance, si elle se maintient, garantit à coup sûr que le Québec ne progressera pas vers l'excellence désirée dans les deux sports qui monopolisent presque à eux seuls la faveur populaire, soit le hockey et le baseball.

Les faits sont là! Même si, sous l'influence américaine, le niveau de jeu de la LNH s'est dilué depuis 15 ans, le nombre des hockeyeurs québécois qui y accèdent diminue constamment. Au baseball, la présence exclusive — jusqu'à l'apparition des Blue Jays à Toronto — d'un club professionnel américain à Montréal n'a guère favorisé l'éclosion de talents québécois, ni seulement propulsé le Québec au premier rang canadien. Sa véritable fonction est-elle de limiter le déficit du Stade Olympique?

Ces deux sports ont à eux seuls plus de pratiquants que tous les autres réunis. Aussi, à moins d'ententes négociées avec le Canadien, les Nordiques et les Expos, le Québec continuera à négliger

des voies d'accès privilégiées vers la reconnaissance internationale dans les sports où il dispose du plus de talents. Et la solution ne saurait être que politique, soutenue par une opinion publique relativement facile à éclairer, pour peu qu'on s'y essaye.

Intitulé «Le temps de l'excellence», le document résumé du MLCP glisse brièvement sur le sujet du sport professionnel pour n'en relever que l'exploitation commerciale et l'attachement à la violence. Pour le reste, c'est-à-dire nos sportifs d'élite sur qui repose tout le poids de la représentation québécoise, il tente par de beaux énoncés de principes, de justifier une volte-face bien tardive.

Après avoir tenté de noyer le sport dans un fourre-tout vaste et imprécis nommé loisir, après avoir contribué à alourdir des structures déjà trop compliquées pour les besoins québécois, le gouvernement découvre les fédérations sportives. Ce faisant, il reprend les thèmes de ceux qui affirmaient, voilà 15 ans, que le Québec ne pouvait passer sans transition de deux sports dominants à 55 fédérations toutes égales.

Si l'État ondoie devant les pros, il sort ses muscles pour les amateurs. Dans son souci de simplification, la nouvelle politique s'attache à la Société des sports du Québec, un organisme bancal que Claude Charron avait contribué à édifier pour empêcher l'implantation de l'Institut des sports du Québec dont rêvait le milieu sportif depuis 1968. «Il m'en coûte un dollar pour savoir comment en administrer quatre», vient de trancher le ministre Guy Chevrette. Pour Gérard Bouchon, de la SSQ, le ratio serait plutôt de 1 à 12. «Et combien faudra-t-il dépenser pour la mise en place des nouveaux organismes qui rempliront le mandat qu'on nous enlève?»

Quant à François Godbout, l'un des artisans de la première heure, dans une récente conférence il notait en philosophe ce seizième revirement du sport québécois depuis 1960. □

PHOTOGRAPHER

Antoine Désilets



La nature dans son cadre naturel...

Qui n'a pas sa maison à la campagne? Qui n'a pas un modeste chalet quelque part dans la nature? Vous, bien sûr! Je m'en doutais et je ne devrais pas tourner ainsi le fer dans la plaie! donc, j'efface et je recommence. Ceux qui, comme moi, sont nés à une époque où il était possible d'être jeune et de travailler, et qui ont su alors économiser, suer et se débrouiller pour se bâtir un petit cabanon tranquille loin du tintamarre métropolitain ont maintenant la chance de se retrouver périodiquement

«hors-les-murs» et dans la Moyenne, sinon la Grande Nature! C'est mon cas, entéka! Et vous me voyez déjà me faire dorer au soleil, plonger dans l'onde fraîche, m'élaner sur la piste de ski de fond ou filer en patins sur la glace du lac. Hé ben non! Mes préoccupations à moi sont d'un tout autre niveau: comme La Bruyère, Voltaire, Balzac et d'autres grands esprits, j'observe... tous ceux qui font ce que vous voudriez que je fasse! J'observe aussi la nature qui (et ne le dites à personne!) existe avant tout pour le plaisir des

yeux! Détente en été, l'observation devient un sport plus violent en hiver, de sorte que, par temps démesurément frette, la fenêtre devient le seul moyen d'avoir un contact civilisé avec l'extérieur. C'est la raison pour laquelle ma cambuse du nord comporte 12 fenêtres de grandeur modeste et une fenêtre panoramique plutôt immodeste et surplombant le lac. Or, chacune de ces ouvertures, chacun de ces «cadres naturels» m'offre un spectacle différent. Chaque fenêtre me permet en plus de délimiter l'encadrement de

l'image que je vois à travers elle et sert de masque final à ma prise de vue. Janvier, février, mars... 12 fois par année, le paysage change quelque part. Multipliez cela par 12 fenêtres et par le nombre de fenêtres des chalets de vos «tchummes» et encore par 4 puisque l'on peut interpréter toutes ces scènes en se servant de 4 focales différentes... et vous aurez une petite idée de la quantité d'images que les fenêtres sont capables de vous suggérer! Et dire qu'il y a encore des photographes-amateurs-amants-de-la-mère-nature qui se

demandent: «de cossé que je pourrais ben poser à matin?» Si, avec tout ça sous les yeux et l'objectif, vous avez toujours ce genre de problème... ben, laissez-moi les faire toutes, les photos! Et comme ça, je serai encore le seul à publier Des Images Plus dans PLUS au deuxième centenaire de LA PRESSE! Sérieusement, la relève, elle est pas ailleurs que parmi vous autres! Alors grouillez-vous le.. déclencheur! Et bonnes photos! □





Un sondage qui en dit long...

Un sondage mené par le Comité provincial des malades, dans 98 centres d'accueil et 47 centres hospitaliers de soins prolongés, nous donne une image peu reluisante de notre société.

Peut-être est-ce la raison pour laquelle les résultats obtenus par le comité n'ont pas reçu toute la publicité qu'ils méritent. Le sujet: les difficultés qui se présentent à l'heure des repas dans ces endroits.

Le président du comité, M. Claude Brunet, demande à la Commission des droits et libertés de la personne «d'entreprendre une ou plusieurs enquêtes en vue des améliorations qui s'imposent quant à l'alimentation dans les établissements de santé».

Il souligne: «L'alimentation des personnes malades ou âgées, hospitalisées en permanence, conditionne en grande partie la volonté de ces personnes de vivre, de s'aider elles-mêmes et de se valoriser par diverses activités. Il nous apparaît donc évident que le désœuvrement, le manque d'énergie et la tristesse de beaucoup de bénéficiaires sont reliés de façon importante aux conditions dans lesquelles ces bénéficiaires sont alimentés.»

Quelques questions

Quatorze questions ont été posées aux résidents de ces établissements. J'en cite quelques-unes: À quelle heure sert-on les repas? Ces heures vous conviennent-elles? **Combien de temps le plateau reste-t-il dans la chambre? Combien de temps accorde-t-on aux bénéficiaires pour manger?** Y a-t-il certains membres du personnel qui viennent ramasser le plateau avant que le bénéficiaire ait terminé? Est-ce qu'un employé distribue parfois deux plateaux en même temps, provoquant ainsi le renversement des liquides (soupe, café, lait, etc.) dans les plateaux? Croyez-vous que, lors des repas, les employés vont trop vite sans nécessité? Y a-t-il, selon vous, un manque de personnel à l'heure des repas? Au moment où vous prenez votre repas, est-il chaud, tiède, froid? Y a-t-il des feuilles de menu qui vous permettent de choisir votre repas quelques jours à l'avance? Si vous n'avez pas de feuille de menu, avez-vous le choix entre plusieurs mets principaux le midi et le soir? (C'est moi qui ai souligné certaines questions).

Et les résultats?

Quatre-vingts (80) centres sur 145 indiquent que les résidents de

ces maisons ne peuvent choisir leurs repas à l'aide de feuilles de menus. Dans 35 établissements, des comités déplorent que les résidents, en plus de ne pas avoir de menus à la carte, ne peuvent non plus demander un mets substitut; tout le monde doit se contenter de la même chose! Soixante (60) comités indiquent que leurs mets sont tièdes et 13 qu'ils sont froids. Des résidents de 23 établissements disent que les repas sont servis à des heures inadéquates.

Cinquante-cinq (55) comités croient qu'à l'heure des repas le personnel est insuffisant. Dans 45 établissements, on trouve que les employés font le service trop vite, sans nécessité.

Le temps alloué pour prendre le repas n'est que de 15 minutes dans cinq établissements et 20 minutes dans 16 autres. Dans 35 établissements, certains membres du personnel viennent ramasser les plateaux avant que l'on ait terminé son repas.

Trente (30) comités disent que les employés ne se lavent pas les mains avant de distribuer les plateaux ou de faire manger un malade; dix regrettent que certains employés fument ou tiennent une cigarette en servant les repas, et dans 19 établissements, un employé distribue parfois deux plateaux en même temps, renversant des liquides.

Des petits riens?

Si moi ou vous étions à la place de ces personnes âgées ou de ces malades dits «chroniques», trouverions-nous qu'il s'agit de petits riens? Peut-être, si ces petites frustrations ne se produisaient que très rarement. Mais quand notre vie est enclose entre les murs d'un établissement, limitée à une chambre, à un lit, il en va autrement. Ce n'est pas précisément traiter ces personnes avec respect, avec humanité.

D'autre part, il serait facile de

remédier à ces petits «riens» (pour ceux qui ne les subissent pas). Il faut mentionner que la situation diffère ailleurs. Le Comité provincial des malades a bien pris soin de fournir des chiffres précis.

Il y aurait lieu de revoir les conventions collectives et d'aménager les heures de travail du personnel en fonction des besoins des bénéficiaires et non seulement selon les goûts des employés. C'est souvent le désir de «finir tôt», de ne pas retarder le départ du travail qui poussent les employés à accélérer indûment le service.

D'autres contraintes existent qui proviennent des coupures gouvernementales. Le directeur général, pour équilibrer son budget, réduit le personnel, économise le temps et l'argent que représente l'établissement des feuilles de menus, n'acquiert pas le matériel nécessaire (je pense aux chariots chauffants), rogne sur la qualité de la nourriture et sur les portions, etc.

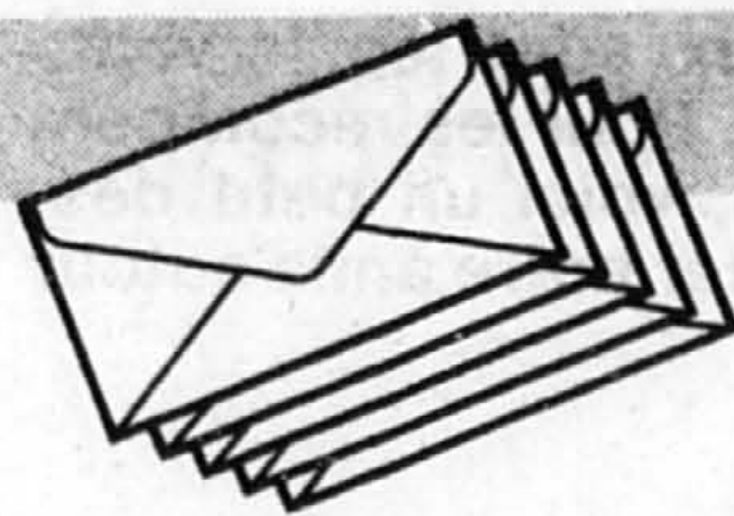
La Commission fera-t-elle enquête?

La Commission se rendra-t-elle à la demande du Comité provincial des malades et fera-t-elle l'enquête sérieuse qui s'impose et des recommandations précises et concrètes?

Certaines directions peuvent, d'ores et déjà, interdire de fumer en servant les repas, défendre de porter deux plateaux à la fois. Ce n'est pas malin et ça ne coûte rien.

Des cours de formation aideraient également les employés à mieux comprendre ceux qu'ils soignent. L'embauche de personnel supplémentaire ne pourrait que participer à la relance économique dont on parle tant!

Et si l'humanisation des soins tient seulement à de beaux discours de politiciens, qu'on les coupe aussi, ces discours vides de sens et qu'on n'en parle plus. On saura à quoi s'en tenir. On aura au moins supprimé l'hypocrisie! □



La copie d'une lettre adressée au directeur général de l'Office municipal d'Habitation de Montréal par la fille de Mme L., en date du 18 février dernier, révèle la coupure qui existe entre la vie et le fonctionnarisme. J'en donne les principaux traits.

«Suite à l'annonce, dans le journal du quartier Rosemont, de la construction d'une résidence maintenant nommée J. E. Paquin, au 3125, rue Dandurand, elle (Mme L.) a présenté, il y a plus d'un an, une demande de logement. Durant cette année, il n'a jamais été question, lors de différentes communications avec votre organisme, qu'elle n'y serait pas admissible. Il y a deux semaines, elle a toutefois appris qu'elle ne peut être considérée puisqu'elle habite deux rues à l'est du boulevard St-Michel, limite du territoire. Mme L. a habité à l'intérieur du territoire de la résidence Paquin de 1971 à 1977. Elle a quitté pour habiter avec son fils, deux rues à l'est du boulevard St-Michel, coin Dandurand et 13e Avenue. Cette maison vient d'être vendue au début du mois. Il est par ailleurs certain qu'elle ne pourra plus bénéficier autant des services que son fils pouvait lui rendre.

La délimitation décidée pour la résidence J.E. Paquin ignore les divisions paroissiales. Cette résidence qui, dit-on, a été construite pour la paroisse Ste-Bibiane exclut l'église elle-même et deux rues seulement de la paroisse, les 12e et 13e Avenues.

Est-il besoin de dire que pour les personnes âgées, la ville se divise en paroisses et qu'elles sont attachées à leur église. Est-il raisonnable d'imposer ainsi à une personne de 71 ans de délaisser ce qui lui apparaît aussi important? Il est curieux d'ailleurs de constater que l'Office utilise les bulletins paroissiaux pour la publicité des résidences, ce qui laisse entendre que la paroisse est un point de référence pour les personnes âgées.

Si un critère doit être utilisé pour fixer des limites territoriales, celui qui s'impose n'est-il pas celui qu'utilise la clientèle elle-même qu'on prétend servir? On exclut deux rues seulement de la paroisse Ste-Bibiane, deux rues beaucoup plus près de la résidence que ne l'est le coin Papineau-Saint-Joseph.

Il y a trois résidences près de chez Mme L. Suivant les normes de l'Office, elle ne peut être considérée que pour la résidence la plus éloignée!!! Les normes exigent, soit d'habiter à l'intérieur d'un certain territoire, soit d'y avoir habité pendant dix ans.

De 1967 à 1977, Mme L. a habité à l'intérieur des limites et elle s'y est créé beaucoup de liens; sa soeur habite aussi à l'intérieur de ces limites. On demande donc à Mme L. de changer d'église, de s'éloigner de ses amis, de sa soeur...»

R.—Le cas de Mme L. met en évidence l'incohérence de l'Office. Je suis totalement d'accord avec

vous: les limites paroissiales devraient être respectées. Comme vous le soulignez, on dénonce le problème de solitude dont souffrent les personnes âgées. Mais les fonctionnaires de l'Office semblent avoir d'autres préoccupations. Ils ont des raisons que le coeur ne connaît pas. J'ajoute qu'il est presque impossible de déterminer si les normes mêmes de l'Office sont toujours respectées et si le favoritisme n'y joue pas souvent un rôle. L'Office nie cette dernière hypothèse, bien sûr. Mais comment le savoir? En tout cas, beaucoup de personnes s'interrogent et demeurent sceptiques.

Dans le cas de votre mère, l'Office a mis un an avant de s'apercevoir qu'elle n'était pas éligible, faute d'être à l'intérieur des limites prescrites. Curieux! La géographie a peut-être bougé, les rues changées de place. Mais comme ces habitations à loyer modique sont une denrée rare, je conseille à votre mère d'accepter ce qui lui est offert. C'est mieux que rien...

Q.—Existe-t-il une liste qui énumère tous les avantages dont peuvent profiter les gens d'Âge d'Or, comme escompte au théâtre, dans les transports, etc? Si oui, pouvez-vous me la faire parvenir ou me dire comment me la procurer. Grand merci.

R.—J'ignore si une telle liste existe. Beaucoup d'avantages sont consentis au Troisième Âge (transports en commun, salles de cinéma, chaînes d'hôtels qui offrent des escomptes, services bancaires, médicaments gratuits, etc.) Vous pourriez vous renseigner en appelant le Centre de Référence du Grand Montréal (931-2292) ou encore la FADOQ (Fédération de l'Âge d'Or du Québec) (374-4700). La FADOQ a publié récemment une brochure qui a pour titre «Troisième Âge — Guide des ressources»; elle pourrait peut-être vous être utile.

Q.—Je dispose d'un peu de temps et j'aimerais faire du bénévolat. J'ignore exactement ce que je pourrais et aimerais faire. Mais il me semble que ma vie serait enrichie des quelques services que je pourrais rendre.

R.—Vos sentiments vous honorent, Madame. Et vous tombez bien. Justement, dans le cadre de la Campagne 1983-1984 sur le bénévolat, le ministère des Affaires sociales a confié au Centre de Référence du Grand Montréal la responsabilité de recevoir et de diriger par téléphone les offres de bénévolat suscitées par la campagne de promotion télévisée sur ce sujet à travers tout le Québec.

Vous désirez savoir où vous adresser pour offrir vos services, soit aux personnes âgées, soit aux jeunes, ou à d'autres défavorisés de notre monde, appelez le Centre de Référence. Pour ceux qui habitent Montréal, le numéro est: 931-2292. Pour les autres, et vous en êtes, vous pouvez appeler le Centre, sans frais, en composant: 1-800-361-0605.

Quelqu'un attend, quelque part, votre sourire et votre amour. Dans ce monde desséché d'aujourd'hui, il n'y en aura jamais trop!

Au Québec, nombreux sont les fervents de ski de printemps. Pour les récompenser de leurs efforts, voici un petit dessert qu'ils pourront déguster entre amis autour d'un bon feu. Salut!

CUISINER



Pol Martin

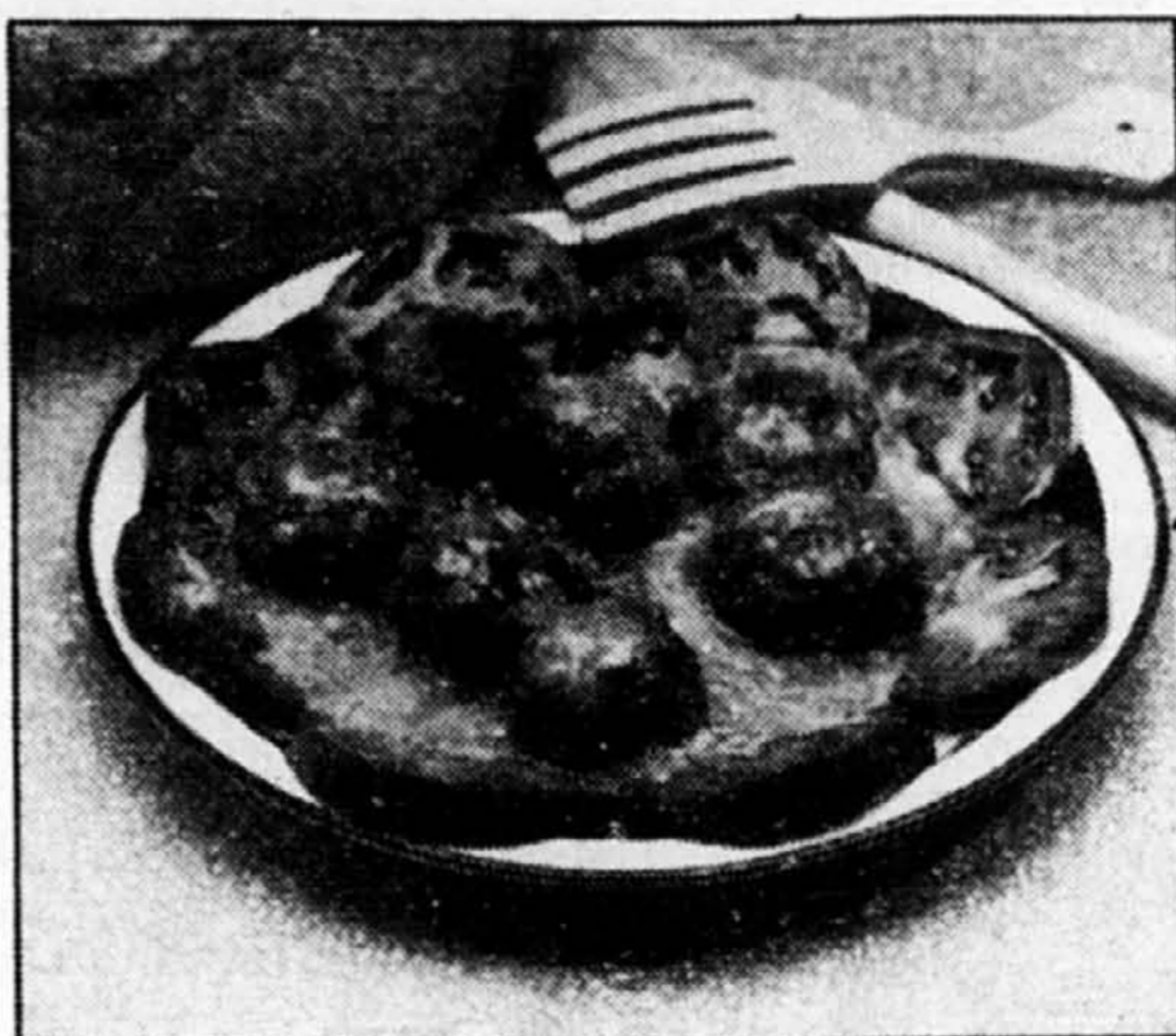
Petits pains farcis, boulettes de viande et beignets de pomme

1. Petits pains farcis

(pour 4 personnes)

- 4 petits pains frais
- 454 g (1 livre) de petites crevettes de Sept-Iles, cuites
- 1 branche de céleri, lavée et coupée en dés
- ½ concombre pelé, évidé et coupé en dés
- 45 mL (3 c. à soupe) de mayonnaise
- 5 mL (1 c. à thé) de poudre de cari
- 15 mL (1 c. à soupe) de crème sure
- quelques gouttes de jus de citron
- sel, poivre, paprika
- asperges et tomates pour garniture

- 1) À l'aide d'un couteau d'office, retirer la base des petits pains et une partie de la mie. Mettre de côté.
- 2) Mettre tous les ingrédients dans un bol. Assaisonner au goût et bien mélanger.
- 3) Arroser le tout de jus de citron.
- 4) Farcir les petits pains et les décorer de tranches de citron.
- 5) Servir avec des tomates et des asperges.

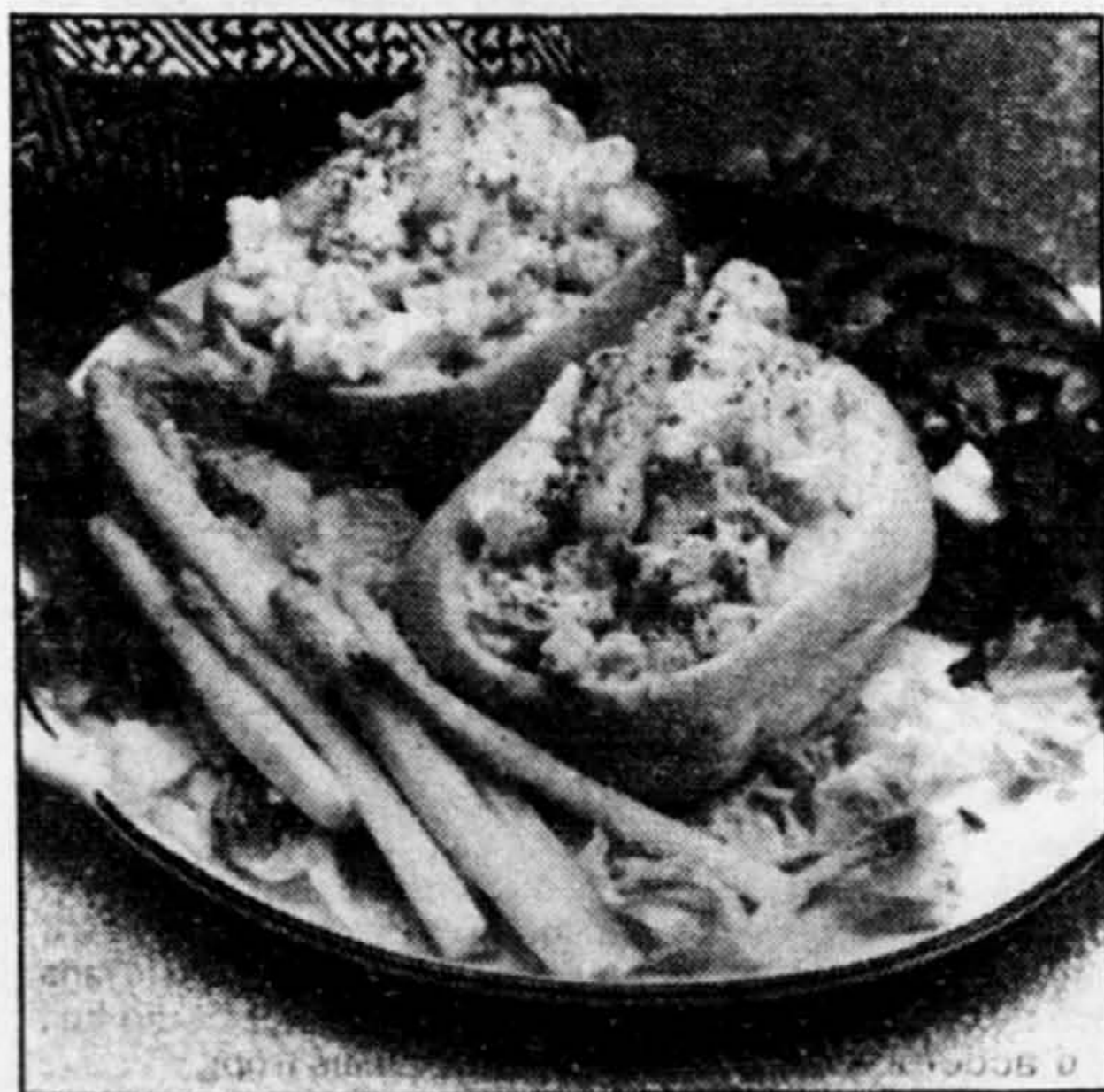


2. Boulettes de viande à la crème sure

(pour 4 personnes)

- 680 g (1½ livre) de boeuf haché maigre
- 30 mL (2 c. à soupe) de margarine
- 1 oignon finement haché
- 2 échalotes hachées
- 15 ml (1 c. à soupe) de persil haché
- 1 oeuf
- 30 mL (2 c. à soupe) d'huile
- 114 g (¼ livre) de champignons frais, hachés
- 30 ml (2 c. à soupe) d'oignons hachés
- 500 mL (2 tasses) de bouillon de boeuf chaud
- 15 mL (1 c. à soupe) de pâte de tomates
- 15 ml (1 c. à soupe) de fécule de maïs
- 45 mL (3 c. à soupe) d'eau froide
- 30 mL (2 c. à soupe) de crème sure
- sel et poivre

- 1) Faire chauffer la margarine dans une petite casserole. Ajouter les échalotes et l'oignon; couvrir et faire cuire de 2 à 3 minutes. Mettre de côté.
- 2) Mettre la viande hachée dans un bol. Ajouter les oignons cuits, le persil et l'oeuf; bien incorporer les ingrédients pour former une boule.
- 3) Dans la paume de la main, former des boulettes.
- 4) Faire chauffer l'huile dans une poêle à frire à feu moyen. Ajouter les champignons et les oignons; faire cuire de 3 à 4 minutes.
- 5) Ajouter les boulettes de viande; saler, poivrer et continuer la cuisson de 7 à 8 minutes.
- 6) Ajouter le bouillon de boeuf et la pâte de tomates; faire cuire de 3 à 4 minutes.
- 7) Mélanger la fécule de maïs et l'eau froide. Incorporer le mélange à la sauce. Assaisonner au goût.
- 8) Retirer la poêle du feu. Ajouter la crème sure. Mélanger et servir.



3. Beignets de pomme

(pour 4 personnes)

- 3 pommes pelées, évidées et saupoudrées de cannelle.
- 250 mL (1 tasse) de farine tout usage
- 30 mL (2 c. à soupe) de sucre
- 15 mL (1 c. à soupe) de poudre à pâte
- 15 mL (1 c. à soupe) de beurre fondu
- 1 oeuf
- 250 mL (1 tasse) de bière
- sucre à glacer

Huile d'arachide pour la friture chauffée à 190°C (350°F)

- 1) Tamiser la farine, le sel, la poudre à pâte et le sucre dans un bol.
- 2) Ajouter la bière et mélanger le tout avec un fouet de cuisine.
- 3) Ajouter l'oeuf et le beurre fondu; bien mélanger. Réfrigérer pendant 15 minutes.
- 4) Verser le mélange sur les pommes.
- 5) Plonger les pommes dans la friture de 2 à 3 minutes.
- 6) Saupoudrer le tout de sucre à glacer. Servir.



**Plus de cinq mois
sur la liste des best-sellers
aux États-Unis**

«Un reportage de grande classe...
Un drame savamment décrit...»
(The New York Times Book Review)

«Explosif... Un livre à lire
à tout prix...»
(Los Angeles Times)

«Un livre absolument
sensationnel...»
(New York Post)

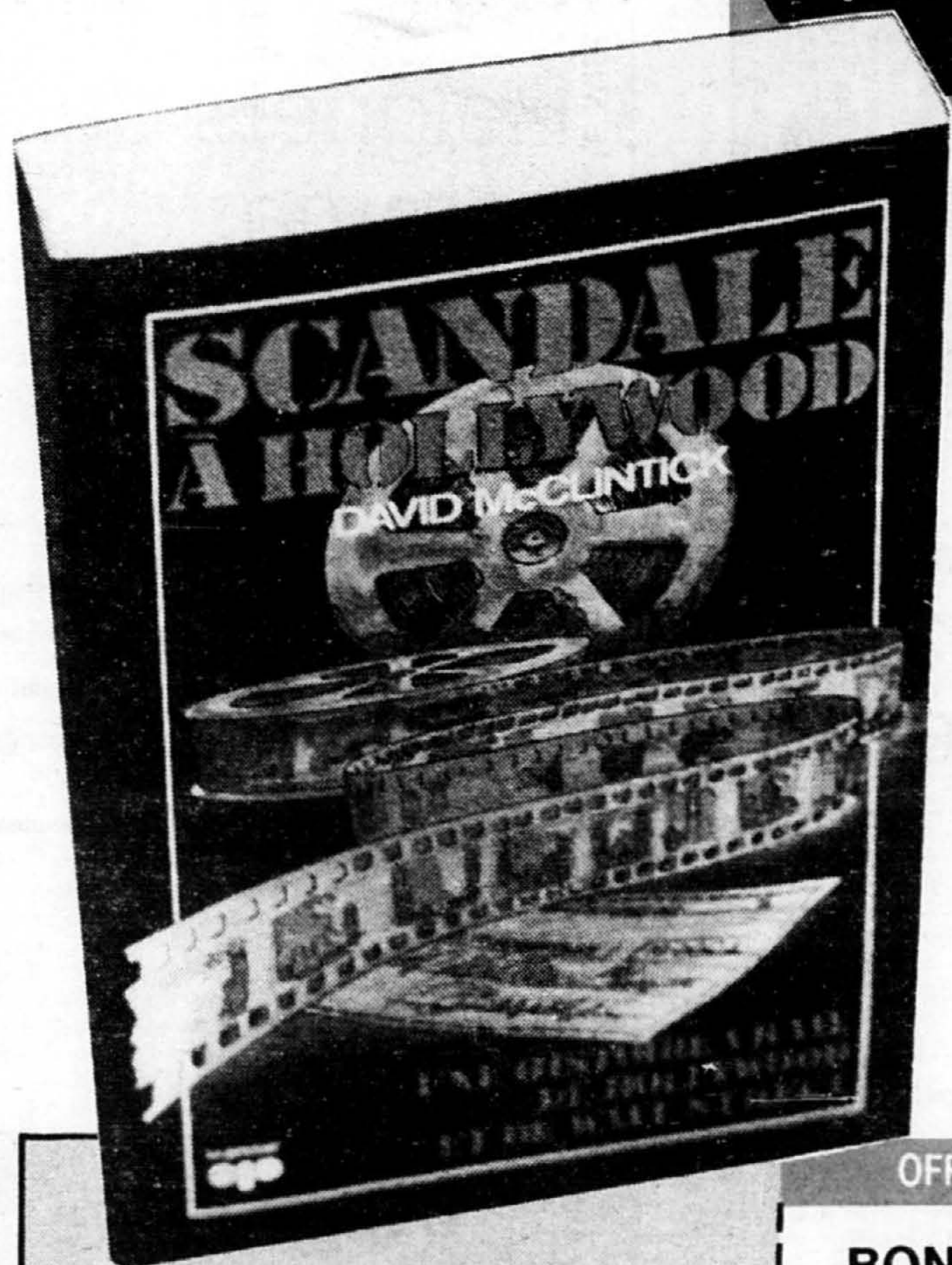
Aux Éditions La Presse

SCANDALE À HOLLYWOOD

**En
vente
partout**

Voici l'histoire vécue,
brillamment relatée, du plus
grand scandale et de la lutte
pour le pouvoir la plus amère
de l'histoire de Hollywood.

PAR DAVID McCLINTICK



L'affaire a commencé vers le milieu de 1977 par ce qui parut être un cas grave mais parfaitement circonscrit de détournement de fonds: David Begelman, chef très en vue des studios Columbia, avait contrefait la signature de l'acteur Cliff Robertson sur un chèque de 10 000\$. Mais au fur et à mesure que l'année s'écoulait, les vies de ces hommes, et celles d'autres personnalités puissantes de Hollywood, allaient être emportées dans une tornade de conflits et de malheurs qui ébranlerait jusque dans ses fondements l'industrie la plus prestigieuse du monde.

512 pages

OFFRE SPÉCIALE AUX ABONNÉ(E)S DE LA PRESSE 20% DE RÉDUCTION

BON DE COMMANDE

Veillez me faire parvenir () exemplaire(s) de SCANDALE À HOLLYWOOD au prix de 14,35\$ chacun, plus 1\$ de frais de poste et manutention.
Je suis abonné à LA PRESSE
Veillez me faire parvenir () exemplaire(s) de HISTOIRE DE LA PRESSE au prix de 14,35\$ chacun, plus 1\$ de frais de poste et manutention.

No d'abonné(e)
IMPORTANT: Joignez à cette demande un chèque ou mandat payable aux Éditions La Presse, Ltée.

Vous pouvez également utiliser votre carte de crédit comme mode de paiement:

M/Card no
VISA no

À retourner aux:

Éditions La Presse, Ltée,
7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec)
H2Y 1K9

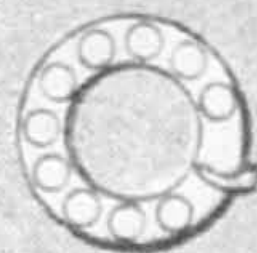
NOM.....

ADRESSE.....

VILLE.....PROVINCE.....

CODE POSTAL.....TÉL:.....

TOTAL (plus 1\$ pour frais de poste et manutention)
ci-joint.....



COMMANDEZ PAR TÉLÉPHONE

Service rapide et efficace

285-6984

Économisez temps et argent en commandant vos livres des Éditions La Presse par téléphone. Vous n'avez qu'à composer le numéro 285-6984, donner votre numéro de carte VISA ou MASTERCARD et le tour est joué. Ce service vous est offert du lundi au vendredi de 9h à 16h.

Prière de noter que les échanges et les remboursements ne sont pas acceptés.